

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

Analyse de la politique étrangère turque sous le régime du président Recep Tayyip Erdoğan

Auteur : Mélanie Collin

Promoteur(s) : Amine Ait-chaalal

Lecteur(s) : Lieven De Winter

Année académique 2022-2023

Master en sciences politiques, orientation relations internationales, à finalité
spécialisée : diplomatie et résolution des conflits

Déclarations de déontologie :

Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave.

Fait le 16/07/2023

Table des matières

1. Introduction	4
2. Analyse du président Recep Tayyip Erdoğan	6
2.1 . Biographie du président Recep Tayyip Erdoğan	6
2.2 . La « chemise » européenne	11
2.3 . La « chemise » du Milli Görüş_	15
2.4 . Ahmet Davutoğlu et le président Erdoğan	16
2.5 . Le « néo-ottomanisme »	17
2.6 . Mustafa Kemal et le président Erdoğan	18
2.7 . Les styles de personnalité du président Recep Tayyip Erdoğan	20
3. Analyse de la politique étrangère turque sous le régime du président Recep Tayyip Erdoğan	27
3.1 . L'environnement de la Turquie	27
3.2 La Turquie et le concept d'« awkward power »	34
3.3 La politique étrangère turque : changement de direction ?	37
3.4 Erdoğan et le « gaullisme turque »	41
3.5 Facteurs de changement de la politique étrangère du président Erdoğan	47
3.6 « Sécuritisation » de la politique étrangère turque.....	51
3.7 « Réorientation » de la politique étrangère turque ?	53
3.8 La Turquie : une puissance émergente qui n'a pas les moyens de ses ambitions ?	56
3.9 Les limites de l'activisme régional turc	60
3.10 Les trois constats de la politique étrangère turque du président Erdoğan	61
4. Conclusion	63

1. Introduction :

Tout d'abord, dans notre mémoire nous allons traiter du sujet suivant : « la politique étrangère de la Turquie sous le régime du président Recep Tayyip Erdoğan ». Notre mémoire se concentre sur l'analyse de la politique étrangère du président Erdoğan. Notre question de recherche se formule de la manière suivante : « Quels sont les changements qui se sont déroulés dans la politique étrangère de la Turquie sous le régime du président Recep Tayyip Erdoğan ? ». La période sur laquelle nous allons nous concentrer ira de 2014 à 2023. 2014 étant la date de l'élection présidentielle d'Erdoğan. L'hypothèse que nous avançons face à cette question de recherche est que « la politique étrangère turque sous le régime du président Recep Tayyip Erdoğan a subi une réorientation. Elle est maintenant plus orientée vers les pays non occidentaux, en contrepartie, elle s'éloigne de ses alliés occidentaux ». Par pays non occidentaux, nous voulons dire par exemple la Russie, les pays du Moyen-Orient. Les alliés occidentaux sont les pays de l'Europe, les Etats-Unis... Dans ce mémoire, nous allons donc essayer de voir si la politique étrangère turque a changé lorsque le président Erdoğan est arrivé au pouvoir. Nous allons développer et analyser au mieux les éléments de la politique étrangère turque. La politique étrangère correspondant : « Aux programmes gouvernementaux contenant les intentions, les buts, les stratégies et les instruments des décideurs nationaux qui répondent à l'environnement international actuel, et futur de l'Etat » (Haugom, 2019, p. 206).

Pour répondre à notre question nous avons décidé de diviser notre mémoire en deux parties. La première partie correspond à l'analyse du président Erdoğan en tant que telle. Dans cette partie, nous nous concentrons sur le personnage qu'est le président Recep Tayyip Erdoğan. Nous commençons par établir une biographie du président. Nous abordons son passé, son parcours politique, ses courants de pensée, les personnes qui l'ont influencé tout au long de sa vie. Nous allons commencer par un bref résumé de son parcours politique et de son rapport au pouvoir. Ensuite, nous développons son enfance, son rapport avec son père, son grand-père et les influences qu'ils ont eu sur sa personne, son parcours politique. Puis, nous allons expliquer les différentes « chemises » qu'Erdoğan a porté. C'est-à-dire les différentes phases politiques par lesquelles il est passé. Notamment sa phase européenne, puis une phase politique plus concentrée sur les enseignements islamiques. Nous développons également le concept de « néo-ottomanisme » et le rapport d'Erdoğan avec celui-ci. Nous mettons également en rapport Erdoğan avec Ahmet Davutoğlu (ancien ministre des Affaires étrangères de Turquie), et avec Mustafa Kemal (ancien président de la République de Turquie). Ensuite, nous allons essayer d'analyser sa personnalité afin de le situer par rapport à d'autres dirigeants, et d'essayer de

comprendre son type de personnalité et sa façon de diriger. En bref, nous allons analyser le président Erdoğan du mieux que nous pouvons afin de comprendre qui il est.

Tandis que dans notre deuxième partie, nous nous concentrons sur l'analyse de la politique étrangère turque en tant que telle. Nous commençons par décrire l'environnement extérieur de la Turquie. Est-il stable ou instable ? Ensuite, nous développons le concept de puissance moyenne ainsi que le concept d'« awkward power » afin de classer au mieux la Turquie en tant que puissance. Par après, nous allons commencer à analyser la politique étrangère afin de voir s'il s'est opéré un changement de direction sous le président Recep Tayyip Erdoğan. Puis, nous allons développer le concept de « gaullisme turque », de « néo-ottomanisme », et de « kémalisme ». Le but étant de voir à quelle catégorie la politique étrangère turque appartient. Nous développons plus en détails les facteurs de changement de la politique étrangère d'Erdoğan. Après, nous allons aborder le concept de « sécuritisation » et ce que cela implique pour la politique étrangère turque. Nous analysons si oui, ou non il y a bien une réorientation de la politique étrangère turque sous le régime du président Erdoğan. Nous finissons par développer le concept de puissance émergente et les limites de l'activisme turc. Pour finir, nous allons résumer les 3 constats que nous avons relevé sur la politique étrangère turque d'Erdoğan. Nous avons décidé de diviser notre mémoire en deux parties, et d'analyser plus en profondeur le président Erdoğan, puisque les personnes mettant en place la politique étrangère sont très importantes pour comprendre celle-ci. De même, il nous paraît important de comprendre qui est le président Erdoğan pour analyser la politique étrangère turque. Plus particulièrement dans le cas de la Turquie. En effet, comme nous allons l'expliquer dans notre mémoire, le principal décideur de la politique étrangère est le président, et il l'utilise même pour ses propres ambitions personnelles. Le président Recep Tayyip Erdoğan est donc un facteur important dans l'analyse de la politique étrangère turque.

2. Analyse du Président Recep Tayyip Erdoğan :

2.1. Biographie du président Recep Tayyip Erdoğan :

Dans cette partie nous allons nous concentrer sur le président Erdoğan en tant que tel. Tout d'abord, Erdoğan se considère souvent comme le père de la nouvelle Turquie. Nous pouvons le comparer à un « homme à poigne traditionnel du Moyen Orient » (Karaveli, 2016, p.121). Autrement dit, un homme dirigeant son pays d'une main de fer. En effet, il renforce son pouvoir personnel, il élimine ses rivaux et les personnes dissidentes. Comme nous pourrions le voir par après. Par exemple il a su gérer avec facilité le coup d'Etat de 2016. Erdoğan a su trouver du support au sein des forces armées et parmi le public en général. Le gouvernement a mis en prison des milliers de gülenistes. Ces derniers étant les principaux protagonistes du coup d'Etat. Le président a effectué une véritable purge au sein de l'armée et de l'Etat. Il a également fermé plusieurs chaînes de média et suspendu des universitaires liés à la cause güleniste. La façon dont le Président Erdoğan s'est occupé de ce coup d'Etat montre le pouvoir dont il dispose. Cela a montré qu'Erdoğan ne voit pas la séparation du pouvoir comme importante. En effet, en 2012, il déclara la séparation des pouvoirs comme un obstacle à surmonter. Son objectif n'a jamais vraiment été de créer un Etat Islamique, mais son but n'était pas non plus de libéraliser la Turquie. Au contraire, il s'est orienté vers un pays plus conservateur que jamais. En effet, l'Islam est tout de même très important pour lui et dans la façon dont il gère son pays (Karaveli, 2016).

Au début de son entrée dans le monde politique, notamment quand il a été élu maire d'Istanbul (1994), il était pour imposer la charia et a supervisé l'interdiction de la vente d'alcool dans toutes les installations municipales. Il est également intéressant de savoir qu'il soit allé en prison pendant 120 jours suite à un poème qu'il a récité. Le texte étant caractérisé comme incitant le peuple à la haine religieuse. À la suite de cet incident, Erdoğan se positionna plus comme un démocrate conservateur, pro-européen, pro-américain. Ce qui n'est bien sûr plus le cas aujourd'hui. La caractéristique la plus importante que nous devons retenir concernant le Président Erdoğan, est sa soif de pouvoir. Murat Belge, un intellectuel turque libéral, qui fut un partisan du Président jusqu'en 2013, explique : « tous les problèmes qui hantent la Turquie émane de la personnalité et des objectifs d'Erdoğan » (Karaveli, 2016, p.125).

Autrement dit, le Président n'a jamais cru en autre chose que lui-même et n'a que comme seul objectif l'obtention de plus de pouvoir personnel, son auto-agrandissement personnel. Il est également intéressant de relever qu'il a rejoint dans sa jeunesse l'Association Nationale des

étudiants turcs. Cette association étant la principale organisation de jeunesse de la droite turque. Un de ses slogans étant : « la seule force qui peut détruire le communisme est l'Islam » (Karaveli, 2016, p.126). La vision du monde de ces hommes avait été forgée dans une classe moyenne turque traditionaliste dans laquelle les valeurs politiques avaient été façonnées non pas par un engagement envers le libéralisme, mais par une vision anti-communiste et par un nationalisme religieux. Une figure politique qu'Erdoğan considérait également comme un héros politique à cette époque était Adnan Menderes (Karaveli, 2016). Nous voyons donc petit à petit quel genre de président est le Président Recep Tayyip Erdoğan. Pour mieux comprendre la politique étrangère que celui-ci met en place, il nous paraît cependant important d'approfondir notre analyse. Pour ce faire, nous allons maintenant nous concentrer plus en détails sur le passé du président, son enfance, son entourage, ses croyances. Nous établissons ici une sorte de biographie du président, ce qui nous permettra par après de comprendre ses choix. En effet, l'analyse de la politique étrangère est fortement liée au dirigeant qui la met en place. Il est donc important de comprendre le dirigeant. Surtout dans le cas de la Turquie puisque le Président est presque l'unique acteur derrière la politique étrangère.

Tout d'abord, Erdoğan est né en 1954 à Istanbul dans le quartier populaire de Kasimpasa. Celui-ci se trouve à l'ouest du Bosphore. Son prénom, Recep, vient du calendrier musulman (7e mois du calendrier musulman), tandis que son prénom Tayyip est le même prénom que son grand-père. Le quartier où le Président a été élevé est important puisqu'il contenait l'arsenal impérial et les quais de la marine Ottomane. Par exemple, un amiral de la marine ottomane dénommé Piyale Pasa a donné son nom à l'école primaire du village qu'Erdoğan va fréquenter. De même, ce quartier est majoritairement peuplé par des Turcs sunnites conservateurs qui ont émigré de provinces lointaines, notamment de provinces proches des rives de la mer Noire. Le quartier de Kasımpaşa était également reconnu comme étant un quartier assez malfamé (Perrier, 2018). Le président Erdoğan expliqua notamment en 2001 une partie de son enfance en disant : « Il y avait de la terre partout, on s'enfonçait dans la boue, on y tombait, nous nous relevions. Avec mes amis nous faisons de la lutte, nous étions bagarreurs » (Perrier, 2018, p.17). Au sein de son quartier Erdoğan dès son plus jeune âge, haranguait déjà les fidèles et remplaçait l'Imam pour lire le sermon. « Sur le chemin de retour de l'école, en marchant le long de la Corne d'Or, il montait sur le pont d'un bateau abandonné et déclamait des discours à un auditoire imaginaire » (Perrier, 2018, p.17).

D'ailleurs ce fut tout naturellement qu'il rejoigna le Parti du salut National qui est une représentation du mouvement islamiste fondé par Necmettin Erbakan en 1969. Erdoğan est nommé responsable de la branche jeunesse de son quartier. Son lieu de naissance est important car venir de Kasımpaşa confère une culture unique (Perrier, 2018). « C'est un territoire où l'être franc et brave s'ancre dans une longue histoire » (Perrier, 2018, p.18). En effet, être un Kasımpaşalı, autrement dit un habitant de Kasımpaşa, fait référence à une personne brutale, impulsive, rustre. Nous pourrions même dire « au tonton macho et grossier ». Erdoğan va ainsi transformer ce caractère colérique qui lui est associé, en un atout. Il va en faire une marque de virilité, de puissance, et un lien avec le peuple. Le Président va jouer sur son lieu de naissance pour créer un sentiment d'appartenance à une classe populaire et défavorisée. Il se présente comme un représentant du petit peuple, de la classe des opprimés (Perrier, 2018). Il se présente comme le « candidat des marginalisés » (Perrier, 2018, p.19). Cependant, il est important de remarquer qu'au départ la famille d'Erdoğan vient de la région de Rize près de la mer Noire, et de la frontière géorgienne. Cette identité régionale est importante à prendre en compte. De même, nombre de son entourage politique sont des personnes originaires de la mer Noire, originaires de Rize, ou originaires de Kasımpaşa (Perrier, 2018).

Ainsi, la mer Noire est importante pour Erdoğan. D'un côté, il y est attaché, il y possède des racines. De l'autre côté, la mer Noire possède diverses qualités. En effet, elle a un climat tempéré, c'est aussi une région très fertile, et elle possède une position géographique favorable au commerce (Lucia, 2009). De plus, elle est souvent considérée comme « frontière entre les mondes européen et asiatique » (Lucia, 2009, p. 23). De même, en ce qui concerne la mer Noire, il est important de comprendre que : « la définition de la région n'est pas seulement une question de géographie mais est également en lien avec la politique, l'économie, la sécurité et la culture ». (Yakacikli, 2011, p.1). La mer Noire, a souvent été caractérisée comme étant un pont qui lie les communautés religieuses, groupes linguistiques, nations, Etats. Cependant son caractère géopolitique est aussi important. « D'un point de vue géopolitique classique, la région de la mer Noire est une pierre angulaire de la stabilité et de la sécurité euroasiatique. Elle fait partie d'une zone très importante et sensible avec des grandes ressources naturelles et des corridors de transport et d'énergie stratégiques majeurs » (Yakacikli, 2011, p.2). Elle donne notamment accès à la mer Méditerranée, qui donne par après accès à un passage vers « l'océan mondial ». Pour les pays n'ayant pas directement accès à la mer Méditerranée, la mer Noire est une alternative pour y arriver. De plus, pour la Turquie la mer Noire est aussi importante d'un point de vue énergétique. Un des objectifs de la Turquie étant « d'être le hub des grands couloirs

d'approvisionnement gazier et pétrolier de la région ». (Marcou, 2020, p. 3). Par « hub », nous voulons dire une zone, qui grâce à ces infrastructures, la connecte au monde entier. Un gisement de gaz en mer Noire, considéré comme un des plus importants découverts par la Turquie, fut d'ailleurs localisé par un navire turc. La mer Noire est une façon pour la Turquie de réduire sa dépendance gazière envers la Russie (Marcou, 2020). Nous reviendrons plus en détail sur ce sujet dans la deuxième partie de notre mémoire qui se concentre sur l'analyse de la politique étrangère turque.

Pour en revenir à l'analyse du président Erdoğan, une personne également importante pour le comprendre, est son grand-père du même prénom, Teyyüp. L'évènement important concerne sa mort. Son grand père fut tué en 1906 à Dumankaya (village turque) alors qu'il priait dans une mosquée. La mosquée était menacée, et allait être prise par la justice. Il est mort en martyr. Nous voyons donc que le grand-père s'inscrit dans une tradition d'insoumission qui a été transmise au Président. Cet évènement est fondateur du caractère rebelle du leader. Nous pouvons également faire un lien entre la façon dont son grand-père est mort, et l'obsession d'Erdoğan quant à la création d'édifices religieux à travers tout le pays. Par exemple, le Président a dirigé la construction d'une mosquée géante près de sa résidence (çamlica). En 2015, il a aussi fait construire un lieu de culte dans le village de son grand-père, comme celui-ci désirait (Perrier, 2018). Erdoğan avait aussi comme projet d'ériger une mosquée sur la place Taksim à Istanbul. Celle-ci étant une place stratégique pour le Président. En effet, cette place représente l'Istanbul cosmopolite et moderne. Aujourd'hui, la Taksim Mosque est finie et est un important symbole religieux, notamment de l'Islam (Raudvere & Onur, 2023).

Une autre personne importante pour comprendre Erdoğan est son père, Ahmet Erdoğan. Le caractère de son père est décrit comme colérique. Son mot d'ordre est discipline. Il envoya son fils à un lycée de formation des imams et des prédicateurs où il suivra un enseignement public religieux (Perrier, 2018). Erdoğan reconnaît en 2013 que « mon père était autoritaire » (Perrier, 2018, p.26). « Si vous êtes insultant, vous le payerez très cher. Par conséquent, de temps en temps, mon père nous réglait notre compte » (Perrier, 2018, p.26). Le Président Recep Tayyip Erdoğan est donc victime de violence pendant son enfance. Erdoğan raconta dans une interview un des événements les plus marquants de son enfance : *« On avait une voisine qu'on appelait tante Müserref. Moi j'étais enfant, je l'insultais. Elle me tapait gentiment, moi je l'insultais. Au retour de mon père, elle lui confia son mécontentement à mon sujet. Mon père entra, que Dieu le protège...Il m'attrapa et me suspendit au plafond. J'ai dû rester accroché quinze ou vingt*

minutes jusqu'à ce qu'un oncle vienne me détacher. Après ce jour, je n'ai plus jamais insulté personne » (Perrier, 2018, p.27).

Nous pouvons dire que cet évènement montre le climat qui régnait au sein du foyer familial, un climat de crainte et de soumission. De même, si l'enfant qu'est Erdoğan subit de la violence, il est également fort probable que le reste de sa famille en soit également victime, notamment la mère. Erdoğan prend donc ce rôle de sauveur. Il se doit de protéger sa mère en tant que fils aîné. Ici, nous pouvons faire un lien avec ce rôle de sauveur de la société, ce rôle de « père de la nation » qui est pris très à cœur par Erdoğan. Cette soumission d'Erdoğan à son père est une source d'immense frustration pour celui-ci. De même, Erdoğan dû également renoncer à un de ses rêves, être footballeur professionnel. Il est intéressant de remarquer que cette soumission, Erdoğan, va la tourner à son avantage lors de l'élection présidentielle de 2014. Il fait de celle-ci une vertu au sein de son électorat. En effet, le respect des aînés et de l'ordre familial est une valeur sacrée. C'est en 2014 que le Président Recep Tayyip Erdoğan se met en scène dans un de ses spots de campagne lors de l'élection présidentielle. Nous y voyons, en opposition, la déception du jeune footballeur et puis la réussite du politicien. Le narrateur pose la question « et si son papa avait dit oui ? » (Perrier, 2018, p.28). Il se déroule alors un retour en arrière, où Erdoğan est footballeur, et multiplie les succès. Mais en contrepartie, la Turquie s'effondre. Le narrateur finit ensuite en disant « heureusement que papa a dit non ! » (Perrier, 2018, p.29), et appelle à voter Erdoğan. Il remportera l'élection avec 51,8% des voix (Perrier, 2018).

Revenons également sur le coup d'Etat de juillet 2016. En effet, cet évènement est également un tournant pour le Président. Une date importante à retenir est le 7 août 2016. Ce jour-là, s'organise un rassemblement de plus de 3 millions de personnes en soutien à Erdoğan (Perrier, 2018). Ce rassemblement est qualifié par le Président comme un « rassemblement pour la démocratie et les martyrs » (Perrier, 2018, p.31). Il considère également cette date comme le point de départ de sa « nouvelle Turquie ». De même, le 7 août est un symbole du soutien du peuple au président au pouvoir. Son taux de popularité va dès lors augmenter. Ce coup d'Etat a renforcé sa légitimité (Perrier, 2018). « L'heure est à l'union sacrée des 79 millions de Turcs » (Perrier, 2018, p.33). Erdoğan montre explicitement cette union dans son discours du 7 août : « A tout jamais, nous pouvons dire que nous sommes unis, nous sommes forts, nous sommes vivants, nous sommes frères, tous ensemble, nous sommes la Turquie » (Perrier, 2018, p.33). Ce coup d'Etat a démontré qu'Erdoğan était maintenant le seul au pouvoir. Le peuple est central pour Erdoğan. En effet, le slogan de l'AKP est d'ailleurs : « le dernier mot au peuple ». Erdoğan

est un leader du peuple. Il est en permanence en contact avec lui. A travers lui, le peuple a l'impression d'obtenir le pouvoir. En effet, le Président dit qu'il a la langue proche du cœur (Perrier, 2018). « Il dit ce qu'il pense aussitôt qu'il le pense. Il faut que cela sorte. Il ne sait pas faire autrement » (Perrier, 2018, p.1). Erdoğan se place toujours du côté du peuple marginalisé, et est opposé aux élites, plus précisément aux élites corrompues. Nous pouvons donc bien le qualifier de populiste. Il emploie également le terme de « volonté nationale ». Pour représenter cette volonté nationale il a tendance à utiliser des référendums. L'objectif étant d'avoir un lien direct avec la nation turque, sans nécessiter un intermédiaire. Cela est une des raisons pour laquelle il modifia en 2007 la Constitution afin que l'élection présidentielle se tienne au suffrage universel direct (Perrier, 2018).

Ensuite, un autre point important concerne le rapport du président Erdoğan avec la démocratie. Celle-ci est comparée à une chemise, un costume qu'Erdoğan enfile. En effet, aux débuts du Parti de l'AKP, « Erdoğan endosse fièrement son nouveau costume. Il se fait le chantre de la démocratie, du libéralisme, de l'Europe, et même de la laïcité » (Perrier, 2018, p.49). Lorsqu'il était maire (1996), Erdoğan décrit même la démocratie comme étant non pas un but, mais un moyen. « La démocratie est comme un tramway. Quand on est arrivés au terminus, on en descend » (Perrier, 2018, p.50). Ensuite, son passage par la prison (1999) a également joué un rôle. De fait, après avoir purgé sa peine de 4 mois, nous voyons apparaître un Erdoğan réformateur, partisan de l'adhésion à l'Union Européenne, et qui défie l'ordre établi ainsi que l'ancien régime. En tant que premier ministre Erdoğan se présentera comme un « musulman démocrate » (Perrier, 2018, p.54). Un mouvement de « démocratie conservatrice » apparaîtra au sein du gouvernement, où une tendance réformatrice et modernisatrice de l'Islam politique sera également présente. Nous voyons donc qu'avant de devenir président, Erdoğan a changé plusieurs fois de « chemises ». Nous verrons que ce sera également le cas en tant que Président. Cela étant un élément important lors de la mise en place de la politique étrangère (Perrier, 2018).

2.2. La « chemise » européenne :

Nous allons approfondir ces « chemises » que le Président Erdoğan a portées. Cela nous permettra de mieux comprendre les différentes phases politique par laquelle la Turquie est passée. La première phase dont nous discuterons peut se référer à l'Europe. Ici, Erdoğan est considéré comme Erdoğan l'Européen. Cette phase commence aux alentours de 2004 lorsque Recep Tayyip Erdoğan, à ce moment-là premier ministre, vient d'être élu « Européen de l'année

2004 » par la revue « European voice » à Bruxelles (Perrier, 2018, p.63). Ce titre montre les efforts entrepris par la Turquie pour se conformer aux conditions d'adhésion de l'Union Européenne. Erdoğan lance sa « grande conquête européenne » (Perrier, 2018, p.63). L'idée d'adhésion est soutenue par une majorité des Turcs (3 sur 4 sont favorables). C'est le 3 octobre 2005 que s'entament officiellement les pourparlers d'adhésion à l'Union Européenne. Le pari européen est presque réussi. L'Europe est également un moyen pour Erdoğan d'affaiblir le pouvoir de l'armée. En effet, à cette époque, celle-ci est encore fortement opposée à Erdoğan (Perrier, 2018). La question de Chypre est également un gros enjeu. Un plan de paix est lancé à ce moment-là. Le plan Annan fut lancé par Erdoğan, et soutenu par l'Organisation des Nations Unies. Il avait pour objectif de réunifier les deux communautés chypriotes turque et grecque en une République. Cette République unifiée pourrait dès lors intégrer l'Union européenne, et ainsi apporter une solution au conflit chypriote. Ce plan Annan devait donc résoudre ce conflit et améliorer les relations avec l'Europe. Le but étant toujours pour la Turquie d'adhérer à l'UE. A la suite d'un référendum, celui-ci fut rejeté par la communauté chypriote grecque (Le Mouel, 2022). C'est à ce moment-là qu'il perdit confiance dans l'UE, et s'en éloigna. Au départ, via ce projet d'intégration de l'UE, Recep Tayyip Erdoğan avait comme motivations la démocratisation des institutions, l'affaiblissement du poids de l'armée, le développement de l'économie, et, l'élargissement de droits et de libertés individuelles. « A cette époque, l'Europe garantissait certaines libertés qui n'existaient pas en Turquie, notamment pour les musulmans conservateurs. Le meilleur moyen d'obtenir ces droits étaient l'adhésion à l'UE » (Perrier, 2018, p.69). Elle garantissait la possibilité d'avoir plusieurs religions au sein d'un même pays, et donc la liberté religieuse (Perrier, 2018).

A cette époque, l'économie de la Turquie est en pleine croissance. Erdoğan était aussi plus nuancé. Il écoutait. C'est à partir de la question chypriote que l'Europe commence à être considérée comme un « adversaire ». De même, l'Europe, plus spécifiquement la France, ne veut plus de la Turquie. La Turquie, majoritairement musulmane, devient un « repoussoir » identitaire. Le 9 mai 2007, Erdoğan montre toujours sa volonté d'adhérer à l'UE (Perrier, 2018). « *Notre principal objectif est de poursuivre les réformes qui permettront à nos citoyens d'atteindre des normes plus élevées dans tous les aspects de leur vie quotidienne. [...] A cet égard, notre attente vis-à-vis de l'UE et de ses Etats membres est qu'ils évitent les prises de position et les attitudes qui pourraient affecter négativement notre processus d'adhésion* » (Perrier, 2018, p.74). L'Allemagne et la France opposées à l'adhésion de la Turquie prôneront un « partenariat privilégié » avec la Turquie. Nicolas Sarkozy, pendant sa campagne de 2007,

déclara : « La Turquie n'a pas vocation à entrer dans l'Europe, seul un partenariat privilégié est envisageable » (Dumont, 2011, p.55). Cela sera vu comme un rejet par la Turquie, et ainsi commencera le rejet européen de la Turquie (Dumont, 2011).

Nous voyons que l'euroscpticisme se développe au sein du peuple Turc. L'Europe devient un adversaire pour Recep Tayyip Erdoğan. Elle devient un obstacle à la « Nouvelle Turquie ». L'attitude de l'Europe a été un prétexte pour rassembler son électorat avant son élection de 2014. « L'Occident ne veut pas de nous » (Perrier, 2018, p.78). C'est aussi en 2013 qu'a lieu la répression de Gezi. Celui-ci étant un mouvement contre la gouvernance autoritaire d'Erdoğan. Il prône un retour au dialogue et à la démocratie. Erdoğan via cette répression violente, se pose en protecteur d'une Turquie assiégée par des conspirations venant de l'Occident, notamment de la Banque centrale européenne (Perrier, 2018). « L'Europe est désignée à la vindicte par le pouvoir » (Perrier, 2018, p.80). « Gezi a été comme une loupe » (Perrier, 2018, p.80). Cet évènement a démontré que l'on ne pourrait dès à présent plus encadrer Erdoğan. La Turquie est devenue un régime unipersonnel. « Erdoğan a achevé d'enlever la chemise européenne libérale. Il ne lui reste plus que le cœur. Et le cœur est autoritaire » (Perrier, 2018, p.81).

Dès à présent, Erdoğan explique que c'est « L'Europe qui a besoin de la Turquie, et non pas l'inverse » (Perrier, 2018, p.81). Un exemple concret étant celui de la gestion des réfugiés de l'Union Européenne avec la Turquie. De même, avant de porter la « chemise de l'Européen », Erdoğan portait la chemise du « Milli Görüş ». Celui-ci est un mouvement islamiste turc fondé par Necmettin Erbakan. Même si en 2001, avec la création du parti de l'AKP, Erdoğan se sépare de ce mouvement puisqu'il se dirige vers un parti plus rénovateur. En effet, le mouvement du Milli Görüş devient dès à présent un parti de centre droit, réformateur et moderne. En effet, Erdoğan explique qu'il a « retiré la chemise du Milli Görüş », et qu'il a « enfilé le costume du démocrate et de l'Européen » (Perrier, 2018, p.88). Dorénavant, les libertés individuelles et l'économie de marché sont mises en avant. En réalité, nous voyons que lors de son deuxième mandat (2007-2011), Erdoğan commence à retourner vers cet islamisme politique turc lorsque les relations avec l'Europe se fragilisent. Ce courant, le Milli Görüş, est considéré comme la « mère » de l'islamisme turc, et contrairement à ce qu'Erdoğan voulait prouver avec la création de l'AKP, le parti en est bien le « dernier avatar » (Perrier, 2018, p.89).

En effet, Necmettin Erbakan va fortement influencer Erdoğan, notamment en imposant un conservatisme islamiste sur son mouvement. Erdoğan sera très influencé par ce conservatisme

(Perrier, 2018). Erdoğan était autrefois l'étudiant d'Erbakan. Il a également servi comme organisateur de la jeunesse au Parti du salut national et plus tard comme maire d'Istanbul pour le Parti du bien-être. Tous deux reliés à Erbakan et au mouvement Milli Görüs. En ce qui concerne Necmettin Erbakan, il fut l'un des politiciens turcs les plus influents de la seconde moitié du XXe siècle. La vision politique d'Erbakan était radicalement anti-laïque et anti-occidentale, et tout au long de sa carrière, il a appelé au renversement du régime kémaliste laïque de la Turquie. Cependant, il n'a jamais poussé à la violence, à une révolution djihadiste violente. Au lieu de cela, il a favorisé une approche « ascendante » gradualiste de la renaissance islamiste et de la réforme politique. Cette approche reposait sur le dawa islamiste. Elle consiste à une invitation à écouter le message de l'Islam. Ce message de l'Islam va être transmis notamment via l'éducation, et via la prédication. C'est en 1969 qu'Erbakan a créé le mouvement Milli Görüs ou « Vision nationale » pour réaliser son programme de transformation de la Turquie en État islamique. Le mouvement Milli Görüs sous Erbakan envisage implicitement la création d'un Etat islamique, et vise l'islamisation de la société turque (Vielhaber, 2012).

La vision politique d'Erbakan était enracinée dans une compréhension très sélective et profondément idéologique de l'histoire musulmane et de l'influence occidentale dans le monde. Il avait une vision romancée des premiers jours de l'islam, pendant les premières générations après la mort du prophète Mahomet, et il a appelé à un retour à leur modèle en purifiant la société de ses influences non-islamiques. Pour Erbakan, la technologie et les institutions qui rendaient l'Occident moderne, plus puissant que les pays musulmans, étaient en fait à l'origine islamiques. Erbakan était un fervent partisan de la solidarité islamique et de l'idée que l'ensemble des musulmans du monde pourrait être unifié en une seule Umma, une nation musulmane mondiale. L'idéal de l'unité islamique était un thème récurrent dans ses nombreux discours. De plus, pour Erbakan, un musulman qui n'a pas adhéré à l'agenda politique du Milli Görüs était coupable de transgression contre l'Islam (Vielhaber, 2012).

Nous voyons donc que Necmettin Erbakan n'a jamais encouragé ses partisans à mener un djihad violent pour renverser le système politique laïque de la Turquie. Au lieu de cela, il a favorisé une islamisation progressive et ascendante de la société qui devait être accomplie par le remplacement des lois et des normes laïques par la loi islamique. Ce genre de changement politique révolutionnaire nécessitait, avant tout, un changement de mentalité radical, ou l'acquisition de ce qu'Erbakan appelait fréquemment une nouvelle « conscience » ou « conscience » islamique. Sans une telle conscience islamique, les militants d'Erbakan et de

Milli Görüş croyaient que les musulmans ne réussiraient jamais à faire revivre l'islam à l'ère moderne. Ensuite, Erbakan était profondément attaché aux écoles, et il les considérait, ainsi que l'éducation islamique, comme la voie la plus efficace pour redéfinir l'identité nationale. D'une certaine façon, les islamistes considèrent les écoles comme des réseaux sociaux qui soutiennent et renforcent leur pouvoir politique en éduquant les jeunes selon les principes islamistes. Il y a une certaine islamisation de la vie de tous les jours. Par exemple, les entreprises devaient adopter des symboles islamiques pour rester en activité (Vielhaber, 2012).

Erbakan est aussi contre l'économie libérale. Il évoque un « Ordre juste », faisant référence à un « *ordre social, économique et moral au service de la famille et des plus démunis. Il promeut un mode de vie islamique : charité, éducation coranique, observation rigoureuse des rites religieux* » (Perrier, 2018, p.92).

2.3. La « chemise » du Milli Görüş :

Nous voyons qu'au début de son ascension, Erdoğan est marqué par cet islamisme turc très nationaliste. Son identité politique est influencée par l'islamisme de Necmettin Erbakan et par les différentes organisations du mouvement au sein duquel il a exercé certaines responsabilités. Cependant, Erdoğan va changer sa vision des choses, notamment après son passage en prison, à ce moment-là, il ôtera sa « chemise du Milli Görüş ». Or, de nos jours, nous voyons que le Président Erdoğan ne renie pas ses origines, ainsi que son passé islamiste. Il retourne aux idées qu'il soutenait dans les années 1970-1990, autrement dit lorsqu'il portait la « chemise Milli Görüş ». Dès à présent, « Au sommet du pouvoir et sans véritable opposition ni contre-pouvoir, Erdoğan n'a plus besoin de dissimuler ses intentions. Et une partie de son électorat l'incite à franchir le pas qui rapprocherait la Turquie du califat ou d'un régime théocratique » (Perrier, 2018, p.109). Il est également intéressant de voir que le mouvement « Milli Görüş » se retrouve dans la tradition de l'école des Frères musulmans. Erbakan fut fort influencé par le protagoniste Sayyid Qutb, notamment par sa pensée appelée le « qutbisme ». L'objectif principal étant aussi de mettre en place des Etats islamiques (Vielhaber, 2012).

Cependant, aujourd'hui il est devenu un courant de pensée radical associé avec l'organisation d'AL Qaida. De même, Erdoğan est également issu du Refah, un parti anti-occidental qui est tourné vers le monde musulman, et vers la défense des frères opprimés par des régimes impies. Ce parti étant issu du mouvement Milli Görüş. Nous voyons une ressemblance avec la doctrine des Frères musulmans puisqu'en effet, ceux-ci défendent également les frères opprimés par des régimes impies. Ceux-ci étant impies car les dirigeants sont aveuglés par le pouvoir. Nous devons retourner au « véritable Islam » (Perrier, 2018).

2.4. Ahmet Davutoğlu et le président Erdoğan :

Un autre personnage qui nous paraît important d'aborder dans cette partie est Ahmet Davutoğlu, considéré comme l'architecte de la diplomatie Turque. Ici, nous nous concentrerons plus sur son influence sur Erdoğan et son rapport au pouvoir, puisqu'en effet, de 2003 à 2015, c'est lui qui a géré la politique étrangère de la Turquie étant donné qu'Erdoğan était, à ce moment-là, plus tourné vers les questions électorales et nationales (Perrier, 2018). Ahmet Davutoğlu va en premier lieu attribuer un rôle stratégique à la Turquie dans un monde qu'il dit être devenu multipolaire. Davutoğlu imagine une Turquie réconciliée avec son passé Ottoman et qui reprendrait pied dans le monde musulman, et également dans les anciens territoires de l'Empire ottoman (Balkans, Maghreb, Moyen-Orient). La Turquie reprendrait son « espace naturel ». La Turquie est considérée comme un porte-voix de la umma (« nation des musulmans »). Ahmet Davutoğlu sera le conseiller du Premier ministre Erdoğan. Dès 2007, il influencera les orientations diplomatiques de la Turquie, ainsi que les choix à l'international d'Erdoğan. Il lancera également l'objectif « zéro problème avec les voisins ». Ahmet Davutoğlu se concentre sur la coopération avec les « voisins » (Moyen-Orient, Balkans), le but étant de créer autour de la Turquie une aire de paix et de prospérité. La Turquie veut éliminer tous les problèmes dans ses relations avec les voisins, ou en avoir le moins possible. Davutoğlu émergera en tant que promoteur de la paix dans les régions voisines. La sécurisation de l'approvisionnement énergétique sera également un point important. Ce qui est d'ailleurs toujours le cas comme nous le verrons par après (Aras, 2009).

Suite aux renversements des régimes, et aux diverses révolutions au sein du Moyen-Orient, Davutoğlu commence à perdre son influence. Le « zéro problème avec les voisins » devient « un problème avec chaque voisin » (Perrier, 2018, p.171). Les précédents actes de coopération mis en place par Davutoğlu envers notamment l'Arménie, la Syrie, Israël sont mis à mal. La politique turque « zéro problème avec les voisins » a été confrontée à de graves défis dans le contexte des développements associés au « printemps arabe » car les relations de la Turquie avec la Syrie, l'Iran et Israël se sont quelque peu détériorées. (Oğzulu, 2012).

Erdoğan va dès lors passer d'une « politique de voisinage » à une grande stratégie moyen-orientale, en particulier, arabe. Erdoğan devient le « champion de la cause arabe sunnite » (Perrier, 2018, p.170). *« Ce positionnement de la Turquie comme championne du sunnisme était parfaitement en phase avec la politique intérieure turque, qui, sous l'AKP, a remis l'islam sunnite au cœur de l'identité nationale au détriment de l'appartenance ethnique ».* (Perrier, 2018, p.172). Nous nous dirigeons vers du « panislamisme ». Par « panislamisme », nous

voulons dire une politique qui a pour objectif l'union de tous les peuples musulmans (Perrier, 2018) C'est en 2015 que le Président Recep Tayyip Erdoğan limoge Ahmet Davutoğlu. En ce faisant, il annonce un changement de stratégie d'un point de vue intérieur et extérieur. Il change radicalement de « cap », autrement dit, il s'éloigne de l'Occident, et il se concentre désormais sur les intérêts de la Turquie, et non sur son voisinage (Askerov, 2017). Première étape, la Turquie se réconcilie avec la Russie de Vladimir Poutine (Perrier, 2018).

2.5. Le « néo-ottomanisme » :

Ensuite, un autre concept qui nous paraît important d'expliquer est le néo-ottomanisme. Celui-ci pourra par après, expliquer certains choix au niveau de la politique étrangère de la Turquie. Pour rappel, Recep Tayyip Erdoğan sera, le 10 août 2014, le premier président de la République élu au suffrage universel direct. La première chose qu'il fera sera d'aller prier, plus particulièrement d'aller prier dans la mosquée d'Eyüp Sultan. Cette mosquée est symbolique puisqu'en effet, c'est l'endroit où les sultans ottomans se faisaient intronisés. Erdoğan vient, s'incliner et prier au sein de cette mosquée. Ici, le symbole est loin d'être anodin. Il se pose en sultan moderne de la « Nouvelle Turquie, bien décidé à réconcilier son pays avec son passé glorieux, donc avec son héritage ottoman ». (Perrier, 2018, p.176). Erdoğan réintègre des symboles auparavant oubliés. Il met également en avant 3 dates pour la création de cette Nouvelle Turquie. Celles-ci étant 2023, 2053, et 2071. Le choix n'est pas anodin, en effet, 2023 correspond aux 100 ans de la proclamation de la République par Mustafa Kemal. 2023 doit également marquer l'entrée de la Turquie au sein des superpuissances. Pour ce faire, Erdoğan a fixé d'importants objectifs économiques et stratégiques. La date 2053 correspond au 600^e anniversaire de la conquête de Constantinople. 2071 correspond au millénaire de la bataille de Manzikert, qui vit la victoire du sultan seljoukide turc Alp Arslan sur l'empire chrétien byzantin. Ces deux dates étant toutes deux marquées comme importantes pour atteindre les objectifs de la Turquie. Le principal étant de devenir le leader du monde musulman et d'établir un modèle turc (Perrier, 2018).

Un autre exemple concerne le 12 janvier 2015 lorsqu'Erdoğan accueille le chef de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas. En effet, Erdoğan est entouré d'une garde d'honneur vêtue de costumes d'époque. Les costumes représentent les 16 empires qui ont été fondés par la civilisation turque, des Huns jusqu'aux Ottomans (Perrier, 2018). Il proclame également en 2013 qu'il veut « reconstruire l'histoire », et non « construire l'histoire ». (Perrier, 2018, p.178). De plus, en 2013, le jour de l'anniversaire de la chute, ou de la conquête de Constantinople, tout dépend du point de vue, est inauguré le chantier d'un pont sur le Bosphore.

Ce pont sera baptisé Yavuz Sultan Selim, comme le Sultan Selim 1^{er}. Celui-ci étendit les frontières de l'Empire en y ajoutant l'Egypte et la Syrie. Il y avait également le projet du « Kanal Istanbul » qui était une idée à l'origine des sultans ottomans. Le but étant de laisser de côté le détroit de Bosphore, et de créer un itinéraire bis, entre le nord de la mer Noire, et la mer de Marmara au sud. Cependant, le projet est très onéreux et n'est plus vraiment d'actualité (Perrier, 2018).

Le Président Erdoğan est également comparé au Sultan Selim. Notamment en ce qui concerne l'importance du Moyen-Orient et des Balkans. Tous deux comprennent l'importance des bonnes relations, et notamment, avec le Moyen-Orient et les Balkans. Le Président Erdoğan fait d'ailleurs référence aux « frontières du cœur » (Perrier, 2018, p. 190). *« On nous demande pourquoi nous nous intéressons à l'Irak et à la Syrie, à l'Ukraine, à la Géorgie et à la Crimée, à l'Azerbaïdjan et au Karabakh, aux Balkans et à l'Afrique du Nord. Mais ces pays ne nous sont pas étrangers [...] Du Hatay au Maroc, vous trouverez les traces de nos ancêtres »* (Perrier, 2018, p.191). *« Pour nous, il ne s'agit pas d'autres mondes, mais de morceaux de notre âme »* (Perrier, 2018, p.191). De plus, Erdoğan est également comparé à un Sultan puisqu'il gouverne seul, sans véritable opposition. Il n'accepte aucune opposition comme bon nombre de sultans, notamment le sultan Abdülhamit (sultan rouge). D'ailleurs, le référendum de 2017 va dans ce sens puisqu'il permet au Président Erdoğan de transformer la Constitution et d'installer un régime hyperprésidentiel afin de mettre fin au parlementarisme. (Perrier, 2018). Cela va lui permettre de mener une politique de « développement à marche forcée autoritaire et centralisée, à l'image du sultan rouge » (Perrier, 2018, p.193). Ce sultan étant également concentré sur l'identité islamique et sur « la réinvention de l'Anatolie comme entité turque et musulmane ». (Perrier, 2018, p.193). Un autre point commun étant la croyance en une conspiration internationale contre la Turquie afin de diviser la nation. Ce qui les rapproche, « c'est que tous deux ont été accusés d'être des despotes par l'Occident qui derrière des exigences de réformes, travaille en réalité à l'affaiblissement de l'Etat turc ». (Perrier, 2018, p.195). Pour rappel, dans un de ses discours, Erdoğan s'autoproclame « véritable gardien du Nationalisme turc » (Perrier, 2018, p.207).

2.6. Mustafa Kemal et le président Erdoğan :

Pour finir, le dernier personnage qui nous paraît intéressant d'aborder dans cette partie est Mustafa Kemal. Attention, ici nous le mettons en analogie avec Erdoğan. Il s'agit seulement de montrer quelques ressemblances qu'ils ont en commun et non de dire qu'ils sont les mêmes

dirigeants avec les mêmes idées. Tout d'abord, nous pouvons dire que Mustafa Kemal est le seul à avoir exercé une influence aussi importante sur les institutions et un pouvoir aussi grand qu'Erdoğan. La grandeur de son pouvoir peut être comparable à celle dont Erdoğan dispose aujourd'hui (Perrier, 2018). En effet, « le fond les sépare, mais la forme les rapproche » (Perrier, 2018, p.217). Cette idée étant un argument de campagne utilisé par Erdoğan en 2017 avant le référendum constitutionnel. Le Président cita : « S'il pouvait voter, Mustafa Kemal dirait oui au référendum » (Perrier, 2018, p.217). « Avec ce système présidentiel, nous allons nous rapprocher de Mustafa Kemal ! » (Perrier, 2018, p.217). Erdoğan répond : « Ces dix-huit articles n'ont rien à voir avec une autocratie. Sinon Mustafa Kemal aurait été un autocrate ! » (Perrier, 2018, p.218), à ceux qui dénoncent l'instauration d'un régime autocratique. Ici, Erdoğan se place dans la continuité du régime fondé le siècle passé. La « Nouvelle Turquie » se met en place. Attention, Erdoğan n'a pas mis en place un régime de parti unique mais l'AKP peut être comparé à un « Etat parti ». « Les frontières entre la bureaucratie turque, l'AKP et leur chef, Recep Tayyip Erdoğan se confondent, s'entremêlent. Comme au temps de la Turquie Kémaliste. » (Perrier, 2018, p.218).

De plus, même si Erdoğan s'est construit politiquement en opposition à Mustafa Kemal, il n'a pas abandonné totalement la vision kémaliste. En effet, le nationalisme, le populisme, ainsi que l'étatisme font partie de l'identité turque du Président Erdoğan. Le concept de révolution également, même si les deux n'ont pas la même conception. Ensuite, Erdoğan ne voit pas Mustafa Kemal comme celui qui imposa l'alphabet latin et qui « asservissa » la Turquie à l'Occident. Il le respecte en tant que le Colonel Mustafa Kemal, en tant que chef de guerre (Perrier, 2018).

De même, le 10 novembre 2017, Erdoğan rendit hommage à celui-ci en le considérant comme « l'un des leaders incontestables du siècle dernier » (Perrier, 2018, p.222). Mustafa Kemal reste une référence politique pour Erdoğan. Nous voyons aussi que tous deux ont une emprise totale sur la société, et se voient comme le sauveur de la nation turque. Nous pouvons résumer en disant que d'une certaine façon, « *L'erdoganisme triomphant serait donc une sorte de kémalisme religieux, de populisme néo-ottoman imbibé de nationalisme turc. Une construction empirique et pragmatique, un grand fourre-tout idéologique. Après 15 ans de pouvoir, l'ère d'Erdoğan est l'aboutissement d'un siècle d'évolution et de transformation de la Turquie* » (Perrier, 2018, p.226). Erdoğan a su associer l'islamisme et le nationalisme. Il incarne la synthèse « turco-islamique » qui a cherché à intégrer l'islamisme et le nationalisme. « Cette synthèse culturelle prétend réécrire l'histoire turque à la lumière des éléments culturels propres

aux peuples turcs qui ont émergé en Asie centrale, créé différents Etats, puis se sont convertis à l'Islam avant d'unir avec succès les héritages culturels turcs et islamiques » (Perrier, 2018, p.227). La civilisation turque, ainsi que sa langue, son histoire est opposée au virus de l'influence occidentale. La religion est également un élément fondamental de la culture. Culture et religion sont fortement liées. Nous pouvons dire qu'à notre époque, le Président Recep Tayyip Erdoğan est « l'ambassadeur de la synthèse turco-islamique » (Perrier, 2018, p. 228).

2.7. Les styles de personnalité du président Recep Tayyip Erdoğan :

Maintenant que nous avons analysé le passé d'Erdoğan, ses origines, son parcours politique, les différentes « chemises » qu'il a portées, nous allons nous concentrer sur l'analyse de sa personnalité en tant que dirigeant afin de mieux comprendre le type de personnalité qui lui correspond, ainsi que les choix qu'il effectue sur le plan politique. Cela nous permettra également de classer le Président Erdoğan dans un type de personnalité pour le situer par rapport à d'autres dirigeants politiques. En effet, dans l'analyse de la politique étrangère, il est important de prendre en compte les croyances du dirigeant, ses caractéristiques personnelles ainsi que ce qu'on l'appelle le style de personnalité. En d'autres termes, quel type de personnalité possède Erdoğan. Nous soutenons que la façon dont les dirigeants font face aux contraintes nationales et structurelles sont influencées par leurs personnalités et leurs style. Pour notre analyse nous ferons appel à l'outil « Leadership Trait Analysis (LTA) ». Celui-ci permettra d'analyser les traits de personnalité du Président Erdoğan et de le situer dans une des catégories suivantes : expansionniste, évangéliste, activement-indépendant, directif, progressif, influent, opportuniste, et collégial (Çuhadar, Kaarbo, Kesgin & Özkeçeci-Taner, 2020).

Ici, l'argument principal est que les dirigeants ainsi que leur trait de personnalité jouent un rôle important dans l'élaboration de la politique étrangère et dans la réaction du pays face à diverses situations au niveau national et international. Ce cadre d'analyse différencie plusieurs types de personnalité en se basant sur 7 traits de personnalité : la croyance en la capacité de contrôler les événements (« belief in ability to control events (BACE) »), la complexité conceptuelle (« conceptual complexity (CC) »), le besoin de puissance (« need for power (PWR) »), la méfiance envers les autres (« distrust toward others (DIS) »), le biais interne (« in-group bias (IGB) »), la confiance en soi (« self-confidence (SC) »), et l'orientation vers les tâches (« task orientation (TASK) ») (Çuhadar et al., 2020).

Ainsi, la croyance en la capacité de contrôler (BACE) concerne la perception du dirigeant sur son degré de capacité à contrôler le monde politique. Pour analyser celle-ci, nous analysons le

pourcentage de verbes utilisés par le dirigeant qui reflètent l'action de contrôler une quelconque situation. Ensuite, le besoin de puissance (PWR) se décrit comme étant l'intérêt pour le développement, la préservation ou le rétablissement du pouvoir du dirigeant. Nous analysons le pourcentage de verbes qui reflètent des actions d'attaque, de conseil, d'influence sur le comportement d'autres personnes, ou, toutes autres actions concernant la réputation du dirigeant. La complexité conceptuelle (CC) concerne la capacité à distinguer les difficultés de la vie politique. Nous regardons le nombre de mots qui se rapportent à ce qu'on appelle la haute complexité (approximativement, possibilité...) en opposé à la faible complexité (certainement, absolument...). Le trait confiance en soi (SC) se réfère à la notion de suffisance et à la capacité du dirigeant à gérer son environnement politique. Ici, est analysé le nombre de pronoms personnels utilisés (je, moi, moi-même...). Cela montre que le dirigeant se perçoit comme l'instigateur d'une activité, une figure d'autorité (Çuhadar et al., 2020).

Ensuite, le biais interne (IGB) concerne la croyance comme quoi le groupe du dirigeant est le centre du monde politique. Pour ce faire, nous identifions le nombre de mots qui fait référence au groupe favorablement (réussi, excellent), qui montre la force du groupe (puissant, capable), ou le besoin de maintenir une identité de groupe (décider nos propres politiques, défendre nos frontières). La méfiance envers les autres (DIS), quant à elle, se rapporte aux soupçons, aux inquiétudes par rapport aux groupes extérieurs. Nous regardons le nombre de noms qui indique la méfiance ou la suspicion par rapport aux groupes extérieurs. Enfin, le trait de personnalité orientation vers les tâches (TASK) se concentre sur la résolution des problèmes versus le développement de relations. Pour relever ce trait de personnalité, nous regardons le pourcentage de mots en rapport avec des activités instrumentales (accomplissement, plan, proposition...) versus la préoccupation envers les désirs et sentiments des autres (collaboration, amnistie, reconnaissance...) (Çuhadar et al., 2020).

Sachant cela, nous voyons par exemple dans le tableau suivant que lorsque nous mettons en lien le besoin de puissance (PWR) et la croyance en la capacité de contrôler les événements (BACE), cela nous permet de voir si un dirigeant est susceptible de contester ou, est susceptible de respecter les contraintes qui sont face à lui. Est-il plus apte à accepter celles-ci ? Ou, a-t-il plus tendance à « challenger » ces contraintes, et à ne pas accepter une situation non avantageuse ? (Çuhadar et al., 2020).

Need for Power	Belief in Ability to Control Events	
	Low	High
Low	Respects constraints; work within such parameters toward goals; compromise and consensus building important.	Challenges constraints; but less successful in doing so because too direct and open in use of power; less able to read how to manipulate people and setting behind the scenes to have desired influence.
High	Challenges constraints; but more comfortable doing so in an indirect fashion-behind the scenes; good at being “power behind the throne” where they can pull strings but are less accountable for result.	Challenges constraints; are skillful in both direct and indirect influence; know what they want and take charge to see that it happens.

(Çuhadar, Kaarbo, Kesgin & Özkeçeci-Taner, 2020, p.26)

Il est important de retenir que nous ne pouvons pas classer un dirigeant dans une seule et même catégorie. En effet, certains ont des comportements parfois contradictoires ce qui fait qu'ils peuvent changer de catégorie d'une période à une autre. Ici, l'objectif est de catégoriser Erdoğan afin de mieux comprendre sa personnalité en général, même si, dans certaines situations il peut se trouver dans un autre type de catégorie. En ce qui concerne le Président Erdoğan, nous voyons que celui-ci obtient un score élevé par rapport au trait de personnalité : la croyance en la capacité de contrôler des événements (BACE). A l'opposé, ses scores sont faibles en ce qui concerne le biais par rapport au groupe (IGB). Il est également un dirigeant qui est axé sur les problèmes et la résolution de ceux-ci. Erdoğan sera donc plus susceptible d'utiliser directement son statut et d'agir selon la conviction qu'il atteindra ses objectifs. Il prendra donc avantage de son statut pour atteindre ses objectifs. Il comporte également le trait de personnalité méfiance envers les autres (DIS). Il a donc tendance à ne pas avoir confiance en les autres (Çuhadar et al., 2020).

Sachant cela, deux types de personnalité peuvent correspondre à Recep Tayyip Erdoğan. Le style de personnalité appelé expansionniste, et le style dit « activement-indépendant ». En ce qui concerne un dirigeant expansionniste, il a tendance à se concentrer sur l'expansion de son contrôle sur le gouvernement du pays, et de l'Etat en général. Une personnalité dite activement-indépendante à, quant à elle, tendance à se concentrer sur le maintien du contrôle sur le gouvernement, et sur son indépendance. Tout cela dans un monde qui limite le pouvoir d'un dirigeant sur son gouvernement, et son indépendance dans le monde politique. Nous voyons donc qu'Erdoğan est plus orienté tâches et résolution de problèmes. Il est également considéré comme étant ouvert ou fermé à l'information, cela dépend de la situation. En ce qui concerne

les contraintes, il est qualifié comme étant un « constraints challenger ». Il a donc tendance à éviter les contraintes et à les affronter (Çuhadar et al., 2020).

Cependant, selon nous, au vu des dernières années, nous pouvons également le classer dans d'autres catégories étant donné le régime autoritaire qu'Erdoğan a mis en place. Toutes les catégories se retrouvent dans le tableau en annexe. Par exemple, il pourrait également correspondre à la catégorie évangéliste où le dirigeant a comme objectif de persuader les autres à rejoindre sa « mission », à mobiliser les autres autour d'un message (Çuhadar et al., 2020). Selon nous, nous pouvons le classer également dans cette catégorie puisque le Président Erdoğan cherche également à mobiliser son peuple, à mobiliser des personnes autour de l'Islam. Mais également dans la mission de rendre la gloire d'antan à la Turquie, de revenir à son passé glorieux, comme nous l'avons précédemment expliqué.

Un autre outil qui nous semble également intéressant de développer pour comprendre la personnalité du Président Erdoğan est la Typologie de Holsti. A la base, cette typologie différenciait 6 types de dirigeants différents, cependant, dans notre cas, nous utiliserons la version revisitée. Cette typologie revisitée comporte 4 types différents : A, B, C, DEF. La catégorie des optimistes (A, B, C) qui voit les conflits comme temporaires. De même, A, B et C ont une perception différente de la source du conflit. A considère que l'origine d'un conflit vient de la mauvaise interprétation des individus. B, quant à lui, voit les institutions sociétales, les institutions en général, comme une source de conflits. Tandis que C, considère que les conflits proviennent de la nature anarchique de l'univers politique. Autrement dit, le fait que l'univers politique est de nature anarchique, cela crée des conflits (Alpay, 2021).

Ensuite, les types DEF sont rassemblés en une catégorie, les pessimistes. Ceux-ci ne changent pas autant que A, B et C, c'est pourquoi ils appartiennent à un type, le type DEF (Alpay, 2021). En ce qui concerne le type A, celui-ci voit le conflit comme temporaire et causé par un malentendu humain, et une mauvaise communication. Pour le type A, le plus grand danger serait la création d'une « spirale de conflits » qui se créerait à la suite d'une mauvaise perception d'un conflit, et à des actions jugées impulsives, et non réfléchies. Pour faire face aux opposants, le type A recourt plus à la conciliation, négociation. Il est plus dans la concession. Le mot d'ordre est optimisme car les dirigeants se voient aptes à contrôler le développement des événements et sont mêmes enthousiastes à ce sujet. En effet, l'avenir est relativement prévisible et le contrôle sur celui-ci est possible. Leur façon de procéder consiste donc à établir des objectifs dans un cadre qui met en avant les intérêts mutuels d'autres acteurs. Ils poursuivent

des objectifs internationaux à l'aide de stratégies dites flexibles qui évaluent et contrôlent le risque de conflits. Pour ce faire, ils évitent d'agir trop rapidement et d'aggraver les problèmes discutés. La négociation prime (Alpay, 2021).

En résumé, les types A fonctionnent ainsi régler > impasse > dominer > soumettre. Régler étant la première solution, et se soumettre, la dernière. Autrement dit, ils essayent d'abord de régler un problème, puis si cela ne fonctionne pas, ils se trouvent dans une impasse. Ensuite, Ils essayent de dominer la situation, et si cela ne fonctionne pas, ils se soumettent à la situation et aux acteurs (Alpay, 2021).

Pour ce qui est du type C, le conflit est également temporaire. Il est possible de restructurer le système de l'Etat, l'Etat en général, mais également le système international en mettant en avant nos intérêts communs. Ici, la principale source de guerre et de conflits est l'état anarchique du système international et de l'Etat. Les adversaires varient en fonction de leur nature, leurs objectifs et leur ouverture à la négociation, concession. Ils sont pessimistes envers leurs objectifs car le système est anarchique, ce qui fait qu'il est difficile de contrôler les événements et leurs développements. Les types C sont donc des dirigeants qui mettent en place des objectifs les plus optimaux possible. Des objectifs qui leur rapportent un maximum de bénéfices. Ils poursuivent des objectifs communs, partagés avec d'autres acteurs. Cependant, ils contrôlent les risques en limitant les moyens utilisés. Ils agissent également rapidement quand des opportunités de conciliation se présentent. Ils retardent au maximum des actions pouvant mettre à mal le système et pouvant causer une détérioration des relations entre plusieurs acteurs. Les ressources militaires viennent donc au second plan. Ils privilégient d'abord l'utilisation de ressources non-militaires. En résumé, les types fonctionnent de la manière suivante : régler > dominer > impasse > soumettre. Ils essayent d'abord de régler les choses, puis de dominer celles-ci si ça ne fonctionne pas. Ensuite, ils se trouvent face à une impasse, et c'est après cette situation qu'ils vont se soumettre (Alpay, 2021).

Concernant le type B, celui-ci voit également le conflit comme temporaire. Les causes principales étant les états de guerre, les erreurs de calcul et les concessions. Il voit les adversaires comme rationnels et dissuasifs. Il est optimiste face à la réalisation de ses objectifs. Le futur politique est relativement prévisible et le contrôle y est possible. Les types B cherchent la mise en place d'objectifs les plus optimaux possible. Ils contrôlent également les risques en limitant les moyens qu'il est possible d'utiliser. Cependant, n'importe quelle stratégie, ressource peut être appropriée, y compris le recours à la force, lorsqu'il offre des perspectives

de gains importants avec risques limités. Les types B fonctionnent donc comme ceci : dominer > impasse > régler > soumettre. Ils vont d'abord chercher à dominer la situation, puis ils seront dans une impasse. Par après, ils essayeront de régler le problème, la situation. Puis en dernier recours, ils se soumettront (Alpay, 2021).

Le dernier type DEF, est un peu différent des 3 précédents. En effet, ils regroupent 3 types d'acteurs D, E, et F que l'on classe au sein d'une même catégorie. La catégorie DEF. Ici, le conflit est permanent. Pour D, l'origine du conflit est la nature humaine. Pour E, il s'agit du nationalisme. Pour F, la source du conflit est l'anarchie internationale. Ils se différencient juste sur ce point-là, le reste étant similaire. Pour eux, le déséquilibre des puissances est le principal danger et la principale cause de guerres. Nous ne savons pas comment ils vont réagir. L'optimisme du dirigeant décline sur le long terme. Ils sont pessimistes face à la situation du système international. La prévisibilité des événements est limitée, tout comme le contrôle. Les types DEF ont donc des objectifs plus limités. Ils visent des objectifs limités avec des moyens modérés. Ils utilisent la force militaire si l'adversaire et les circonstances l'exigent. Ils l'utilisent seulement en dernier recours. Les types DEF fonctionnent donc ainsi : dominer > régler > impasse > soumettre. Ils vont également d'abord essayer de dominer la situation, puis ils vont essayer de la régler autrement. Par après, ils se trouveront dans une impasse, et seulement ensuite, ils se soumettront (Alpay, 2021).

Maintenant que nous avons expliqué la théorie, nous pouvons maintenant l'appliquer au Président Recep Tayyip Erdoğan. Tout d'abord, pour mieux analyser les types de personnalité attribués à Erdoğan, il sera plus simple de diviser la période d'analyse en 3 phases. La première phase va de 2003 à 2010. Elle commence avec son élection en tant que Premier Ministre et finit avec le début du printemps arabe en décembre 2010. La deuxième phase va de décembre 2010 jusqu'à 2015. La troisième phase commence en octobre 2015 (début du conflit d'intérêt avec les Etats-Unis à propos des forces Kurdes) jusqu'en 2021. Ici, nous utilisons les mêmes délimitations de période que l'auteur dans son étude (Alpay, 2021) afin de mieux nous situer. Tout d'abord, une remarque générale sur Erdoğan est qu'il est considéré comme étant hostile. En effet, les termes qu'ils utilisent dans ses discours sont considérés comme plus hostiles comparé aux autres dirigeants (Alpay, 2021).

Dans la phase 1, il est vu comme un dirigeant fort pessimiste. Cependant, au cours de la phase 2 et 3, il penche plus du côté optimiste mais il n'est pas un des leaders les plus optimistes qu'il est possible de voir. Erdoğan voit donc le monde politique comme étant conflictuel et non harmonieux. Il est également plus hostile dans ses choix stratégiques, et moins coopératif que

la norme. Il sent également plus de contrôle sur les événements, et le développement historique que les autres leaders. Il a un certain sentiment de contrôle sur ce qui se passe. Entre les deux premières phases, il a également plus tendance à se diriger vers des stratégies dites conflictuelles. En effet, comme dit précédemment, il est moins dans la négociation (Alpay, 2021).

Nous voyons donc que dans la phase 2, Erdoğan est plus semblable au type A. Tandis que dans la phase 1 et dans la phase 3, il se réfère plus au type C de personnalité. Il est donc possible de changer de types de personnalité en fonction des événements et du temps. De son point de vue, Erdoğan se voit comme appartenant à ces deux catégories. Il se perçoit donc comme quelqu'un de coopératif. Or, la perception des autres est un peu différente. Par autre, nous voulons dire pas par la perception qu'Erdoğan a de lui-même mais par la perception des acteurs extérieurs. Pour eux, Erdoğan correspond plus au type B lors de la phase 2, et au type DEF, aujourd'hui. Ainsi, il démontre un type de personnalité où il se perçoit comme un dirigeant coopératif. Concernant le monde extérieur, il est perçu comme conflictuel (Alpay, 2021).

Dans la phase 3, celle qui nous intéresse le plus, Erdoğan est donc comparé au type C et au type DEF. En tant que type C, la source du conflit se trouve dans la façon dont le système est établi, c'est-à-dire le fait qu'il soit anarchique. Cependant, il est toujours possible de changer ce système anarchique en accord avec ses intérêts, communs ou non à d'autres acteurs. Le contrôle et la prévisibilité sur les événements se déroulant dans ce système anarchique reste limité. C'est pourquoi, à moins que le système change, nous devons être pessimistes par rapport à nos objectifs. Erdoğan suit des objectifs partagés ou non. Il préfère également la conciliation que rendre la situation plus grave qu'elle ne l'était. Allant dans ce sens, le recours aux ressources non militaires est la solution la plus courante. L'auteur le compare également au type de personnalité DEF. Ici, Erdoğan perçoit le conflit comme permanent. Les principales raisons du conflit étant la nature humaine, le nationalisme, et l'anarchie internationale. Il n'est pas très optimiste sur le long terme et il analyse beaucoup la distribution de puissance au sein du système international. Il poursuit des objectifs limités avec des capacités modérées. Il peut également recourir à l'usage de la force comme dernier recours (Alpay, 2021). Nous voyons donc que les deux personnalités qui lui correspondent le plus aujourd'hui sont les personnalités de type C et de type DEF. D'un côté, appartenant à la catégorie type C, il est comparé à quelqu'un d'optimiste mais qui est pessimiste quant à la réalisation de ses objectifs. Il considère qu'il est possible de réaliser ses objectifs si le système international change. Celui-ci peut être modifier en établissant des accords, en « travaillant » avec d'autres acteurs. Tout en mettant en

avant ses intérêts. Le système, l'environnement extérieur turc reste tout de même peu prévisible comme nous le verrons plus tard dans notre mémoire.

Ensuite, il est également comparé au type DEF, une catégorie plus pessimiste. Ici, une des sources de conflit est la nature humaine et l'environnement extérieur, et le fait qu'il soit anarchique. Erdoğan analyse aussi beaucoup les rapports de force des autres puissances. Il est important de savoir qui mène le « jeu international ». Il peut également recourir à des moyens militaires. Nous voyons donc qu'Erdoğan est d'un côté associé à une catégorie optimiste (type C) mais qui est pessimiste sur ses objectifs. Et à la catégorie DEF, qui appartient aux dirigeants pessimistes. Nous pouvons donc plus le voir comme un dirigeant pessimiste, mais qui est optimiste pour gérer son environnement extérieur et sauvegarder ses intérêts comme nous pourrions le voir dans notre analyse de la politique étrangère turque.

3. Analyse de la politique étrangère turque sous le régime du président Recep Tayyip Erdoğan :

3.1. L'environnement de la Turquie :

Dans cette partie, nous allons nous concentrer sur l'analyse de la politique étrangère de la Turquie. Plus précisément, l'analyse de la politique étrangère de la Turquie sous le régime du Président Erdoğan. Avant de commencer notre analyse, nous allons d'abord nous concentrer sur l'environnement de la Turquie ; plus précisément, sur les principaux changements qui se sont déroulés dans l'environnement extérieur de la Turquie. En effet, au cours des dernières années, l'environnement du pays a fort changé. Il est notamment devenu plus instable, ce qui influence la politique étrangère de la Turquie. Comme Thucydides résume bien « Les grandes puissances font ce qu'elles peuvent, et, les petites puissances font ce qu'elles doivent » (Celik & Linden, 2020, p.125). Autrement dit, toutes les puissances, petites ou grandes, opèrent dans des environnements sur lesquels elles ont un faible contrôle. Donc, même les grandes puissances font seulement ce qui est possible de faire. Et non, ce qu'elles veulent. La Turquie n'est pas une grande puissance, mais ce n'est pas non plus une petite ou une faible puissance (Celik & Linden, 2020).

Nous verrons que nous pouvons la classer dans la catégorie « awkward power ». Nous allons développer ce terme en détail. Même si classiquement, dans la littérature scientifique, la Turquie est considérée comme une puissance moyenne. En effet, c'est un Etat qui possède un certain contrôle sur le monde extérieur, plus particulièrement sur son environnement immédiat.

Cependant, elle est plus considérée comme répondant à son monde extérieur que comme un fabricant de ce monde. Cela peut être assez problématique puisque l'environnement extérieur de la Turquie est très dangereux. Son « voisinage » se compose du Moyen-Orient, de l'Asie du Sud-Ouest, de la mer Noire, des frontières de l'UE et de l'OTAN, et, également de la Russie. Dans la Russie, nous intégrons aussi la Crimée et le Caucase. Ainsi, la Turquie se trouve à l'intersection de puissances militaires concurrentes, y compris les Etats-Unis. Elle se trouve aussi au croisement de voies de transit. Des voies de transit où circulent des personnes mais aussi de l'énergie. (Celik & Linden, 2020)

Nous remarquons qu'au cours des dernières années, il y a eu une importante dégradation des conditions de son « voisinage », notamment suite au printemps arabe (Celik & Linden, 2020). En effet, le printemps arabe s'est caractérisé par l'arrivée au pouvoir de nouveaux régimes et de nouvelles forces. Par exemple, en Egypte, suite à l'élection de Mohammed Morsi et à la victoire relative du parti des Frères musulmans en juin 2012, le gouvernement turc s'engage aux côtés de ce gouvernement égyptien islamiste. Erdoğan met en œuvre sa diplomatie du portefeuille et annonce des investissements de taille pour relancer l'économie égyptienne et aider les Frères musulmans. Cependant, le président Mohammed Morsi va être destitué. En effet, le 3 juillet 2013, l'armée égyptienne, plus précisément, le général Abdel Fattah al-Sissi (chef d'état-major de l'armée égyptienne) annonce la destitution du président. Celui-ci sera remplacé par Adli Mansour, président de la Haute Cour constitutionnelle. Cette intervention militaire, considérée comme coup d'Etat par la Turquie, « prive la Turquie d'un allié de poids, le parti de Morsi s'étant affiché comme ami, frère voire « vassal » du régime AKP » (Jabbour, 2014, p.9). C'est à partir de juillet 2013 que la Turquie dénonce la déposition de Morsi comme un « coup d'Etat » et soutient fermement le mouvement de Rabi'a en faveur des Frères musulmans. Suite à ça, « *la Turquie commence à être perçue en Méditerranée orientale comme une puissance islamiste et sectaire, agissant essentiellement en fonction de l'identité islamiste sunnite de son parti au pouvoir – et ceci d'autant plus que l'engagement turc auprès de l'opposition syrienne se fait contre un régime alaouite/ chiite* » (Jabbour, 2014).

Nous voyons qu'il y a eu des reconfigurations régionales en Méditerranée après le printemps arabe. Celles-ci ont menacé les intérêts de la Turquie et bridées son influence et sa puissance. La Turquie semble plus que jamais isolée sur la scène régionale. Notamment car elle a été contrainte de rompre ses relations diplomatiques avec l'Égypte du général Al Sissi. Mais également suite à la politique syrienne agressive de l'AKP qui a pour but d'imposer la Turquie comme puissance au Moyen-Orient. Son « zéro problème avec les voisins » méditerranéens s'est transformé en un « zéro voisin sans problème ». La Turquie ne se concentre plus sur les

intérêts de ses voisins, mais bien sur ses propres intérêts. Or, les intérêts de la Turquie n'étant pas les mêmes que ses « voisins » cela crée des « problèmes » avec eux (Jabbour, 2014). Cependant, le changement du « voisinage » de la Turquie a créé des défis, mais également des opportunités. Les principaux changements qui se sont déroulés dans l'environnement extérieur de la Turquie sont donc : les changements au sein du Moyen-Orient, le « nationalisme russe affirmé », les crises au sein de l'Union Européenne, la montée en puissance du nationalisme et du populisme, la montée en puissance de la Chine, les changements dans l'environnement énergétique, et, les changements dans l'administration américaine (Celik & Linden, 2020).

Les changements au sein du Moyen-Orient sont ceux qui ont le plus affecté la Turquie. Les relations turques avec les acteurs de cette région (Egypte, Iran, Israël, Syrie, Iraq, Kurdistan Irakien) sont passées de bonnes relations, de relations fonctionnelles à des relations froides, même hostiles. Un exemple étant l'Egypte comme nous l'avons précédemment expliqué. L'exception étant l'Iran. La raison étant que d'un côté, l'Iran a besoin du débouché turc vers le monde extérieur. En effet, la Turquie offre à l'Iran une ouverture pour ses ressources de pétrole et de gaz. En échange, la Turquie reçoit les hydrocarbures nécessaires pour sa croissance économique. De même, la Turquie doit rompre cette politique d'isolement. Il y a donc un intérêt pour chaque acteur dans cette relation. De même, des liens avec Israël se sont reformés. Les deux pays ont officialisé en 2016 la normalisation de leurs relations. Ce qui veut dire que les pays retournent à une situation habituelle, sans guerre ou crise (Celik & Linden, 2020).

Ensuite, la Turquie a aussi renforcé sa relation avec le Qatar en y installant une base militaire. L'accord de la base a été signé en 2016. La Turquie a aussi aidé le Qatar contre l'isolement et le blocage organisé par l'Egypte, l'Arabie Saoudite, le Bahreïn, et les Emirats arabes unis. Pour rappel, ces pays avaient coupé leurs relations commerciales et politiques avec le Qatar en 2017. La raison étant que le Qatar ne s'est pas aligné sur leur position diplomatique anti-Iran et anti-Frères musulmans. L'Arabie Saoudite, l'Egypte, le Bahreïn, et les Emirats arabes unis annoncent que 13 conditions doivent être remplies pour la levée de ce blocus. La date butoir est fixée au 2 juillet 2017. Des conditions comme : la rupture des liens diplomatiques avec l'Iran, la reconnaissance du « Hezbollah », des frères musulmans comme « groupes terroristes », la fermeture de la chaîne Al-Jazeera... La condition la plus importante étant la fin de la présence militaire turque au Qatar (notamment via la base militaire). En ce qui concerne la Turquie, deux jours après l'annonce du blocus, c'est-à-dire le 7 juin 2017, le pays sort de sa neutralité et autorise le déploiement de nouvelles forces militaires au Qatar (Sakka & Akyar, 2021).

Malgré cela, la situation reste délicate. En effet, le contrôle du gouvernement a été compromis dans certains Etats voisins à la Turquie. C'est le cas en Irak, et en Syrie. A la place se trouvent maintenant des acteurs hostiles à la Turquie. Comme l'Etat islamique (IS), et les Unités de protection du peuple (YPG) en Syrie. La Turquie a ainsi mené des interventions militaires en Syrie afin de bloquer, ou d'affaiblir la position des forces kurdes près de la frontière turque. En même temps, la Turquie doit également gérer les flux de réfugiés qui ont besoin de logement, d'assistance médicale, et d'autres formes d'assistance. En plus d'un poids économique, cela met la Turquie au milieu de la situation des réfugiés Europe/Moyen-Orient (Celik & Linden, 2020).

Deux autres changements ont aussi modifié la nature du « voisinage » de la Turquie. Le premier étant la centralité moins importante du conflit Israélo-palestinien. Cependant, à la place se trouvent maintenant d'autres conflits ayant un impact plus direct sur la Turquie. Nous parlons ici des conflits entre un Etat Sunnite (Arabie Saoudite) et un Etat chiite (Iran), orchestrés par les forces sunnites. Mais aussi les conflits entre les extrémistes islamistes (ISIS). Un autre changement concerne la Russie et ses troupes militaires. En effet, les forces navales russes se sont installées en Méditerranée orientale. Les forces aériennes, terriennes, et de missiles opèrent également en Syrie. Parfois très proche de la Turquie. Cela signifie que les forces turques doivent faire très attention quand ils poursuivent leurs objectifs, notamment l'affaiblissement des forces kurdes en Syrie, afin de ne pas déclencher un véritable conflit avec les troupes militaires russes. Globalement, la présence russe met la Turquie dans une position stratégique plus vulnérable qu'au début du siècle. Ce comportement de la Russie est lié au second changement dans l'environnement extérieur de la Turquie, qui est, le « nationalisme russe affirmé » (Celik & Linden, 2020).

Le rejet de l'intégration à l'Ouest et l'utilisation d'un nationalisme agressif russe par Vladimir Poutine a produit des changements territoriaux majeurs près des frontières turques. Des changements comme l'invasion et le démembrement de la Géorgie, l'annexion de la Crimée, et le retrait effectif du contrôle du gouvernement ukrainien sur l'est de l'Ukraine. Ces actions font plus que remettre en cause l'ordre de la post Guerre froide, pour la Turquie, ce sont des changements majeurs près de sa frontière au nord. Ils entraînent des conséquences sur la militarisation de la mer Noire, qui maintenant a une place importante dans le plan géostratégique de la Russie. Ce qui va à l'encontre de l'objectif de la Turquie. L'objectif de la Turquie étant d'empêcher que la mer Noire devienne un autre front ou un autre avant-poste

pour les militaires russes ou américains. En effet, la mer Noire tient à cœur au Président Erdoğan (Celik & Linden, 2020).

Cette détermination russe de changer l'équilibre stratégique a été démontrée en 2018 avec la réalisation d'un pont à travers le détroit de Kertch, ainsi qu'avec les mesures prises pour sécuriser militairement (contre l'Ukraine) la mer d'Azov (Celik & Linden, 2020). Le contrôle de la mer d'Azov est important pour la Russie car elle permet de faire pression sur l'Ukraine, d'avoir accès à la mer Noire, et d'élargir son influence. La mer d'Azov est notamment reliée par le détroit de Kertch à la mer Noire. Le pont traversant le détroit de Kertch permet ainsi un accès terrestre à la Crimée, et rend difficile le passage des navires ukrainiens. La Russie domine donc la mer d'Azov puisqu'elle contrôle la seule porte d'entrée, le détroit de Kertch (Atland, 2021). Ensuite, la décision russe de jouer un rôle en Syrie démontre que ses intérêts doivent être pris en compte avant de prendre une décision à cet endroit. Dès à présent, la Russie ne restera plus en retrait et ne permettra pas à l'Ouest, avec ou sans l'aide de la Turquie, de réarranger la région comme il le souhaite. De plus, la Turquie possède des liens historiques et culturels avec les Abkhazes (habitants de l'Abkhazie, Etat du Caucase), les Géorgiens et les Tatars de Crimée. Ces peuples sont des descendants turcs, ou liés avec le peuple turc. Par exemple, les tatars de Crimée parlent un dialecte turc et sont musulmans. Les changements territoriaux dans ces régions détériorent fortement leur situation. Par conséquent, une pression est mise sur la Turquie pour agir dans l'intérêt de ces peuples. De plus, la Russie a clairement indiqué que les liens économiques qu'elle possède avec la Turquie ne l'empêcheront pas de jouer son rôle dans la région (Celik & Linden, 2020). Un exemple étant les diverses sanctions, notamment économiques, imposées à la Turquie lorsqu'elle a abattu un combattant russe en 2015. Plus précisément, un avion de chasse turc F-16 a abattu un bombardier russe SU-24 en novembre 2015 car celui-ci se trouvait au-dessus de la Syrie. Les sanctions furent levées en 2017 (Ozertem, 2017). Le commerce était de nouveau possible. Le Blue Stream, un gazoduc naturel transportant du gaz naturel de la Russie à la Turquie, était de nouveau en fonction. La construction du premier réacteur nucléaire était également en route. Nous voyons que la relation Turquie/Russie est bien plus personnelle que ce que l'on pense (Celik & Linden, 2020).

De même faisant partie de l'OTAN, la Turquie est également dans une position délicate par rapport aux relations Etats-Unis/Russie. À chaque altercation, la Turquie se doit de faire « sa part », apporter sa contribution. Améliorer sa relation avec la Russie égale souvent à aggraver les relations avec les Etats-Unis, et inversement. La relation Turquie-Russie-Etat-Unis peut

donc être caractérisée par un jeu à somme nulle. Le gain d'un Etat est la perte d'un autre. Ensuite, un autre changement majeur dans l'environnement extérieur de la Turquie concerne l'Europe. Plus précisément, l'Union européenne et les crises qu'elle a traversées, et, qu'elles traversent (par exemple le Brexit). L'UE est plus affaiblie et est dans un environnement de crises. Ce contexte n'est pas nécessairement négatif pour la Turquie. Cependant, cela ajoute un élément incertain de plus pour la Turquie qui auparavant n'était pas présent au sein de l'UE. En effet, les crises sont imprévisibles, il est donc difficile de les anticiper. La montée en puissance du nationalisme et du populisme en Europe est également un élément de changement à prendre en compte. Cela peut en partie expliquer le dysfonctionnement de l'Union européenne. L'ascension du populisme nativiste est un développement négatif pour la Turquie pour plusieurs raisons. Le nativisme est associé aux préjugés et à l'hostilité envers les immigrants. Le nativisme se définit de la manière suivante : « opposition intense à une minorité interne en raison de ses connexions étrangères ». (Ivaldi, 2022, p.4). Pour rappel, le populisme comporte trois éléments fondamentaux qui sont le peuple, l'élite, et la volonté populaire (Ivaldi, 2022). Les raisons étant les suivantes. Premièrement, ce mouvement est profondément antimusulman. Deuxièmement, des millions de turcs vivent dans l'UE. Ils sont ainsi pris pour cible car ils font partie d'une minorité ethnique, et également parce qu'ils viennent d'un pays ne faisant pas vraiment partie de l'Europe. Troisièmement, ce mouvement est hostile quant à l'engagement dans le Moyen-Orient. Il ne souhaite pas que l'UE intervienne au sein de celui-ci. Il voit cette région comme une source de grand danger pour l'Europe. (Celik & Linden, 2020).

La Turquie se voit donc au sein d'un choix entre « nous » et « eux ». Le terme « eux » se référant au Moyen-Orient, et « nous » à l'Europe. Or, l'Union européenne est un acteur important pour le commerce de la Turquie. En 2018, 9 pays de l'UE étaient dans le top 15 des destinations d'exportation. Le nationalisme renforce le protectionnisme européen. Cela impacte l'intégration de la Turquie dans l'économie mondiale. Ce nationalisme va aussi pousser la Turquie à se voir comme livrée à elle-même, seule. Il va pousser le pays à passer les accords qu'il peut tout seul, et à se tourner vers la Russie. Le populisme et le nationalisme européen renforce ainsi les sentiments nationalistes et populistes turques. Ce qui pousse la Turquie à s'éloigner de l'UE (Celik & Linden, 2020). La montée en puissance de la Chine est également un facteur important. Aujourd'hui, la Chine compte pour plus de 17% du PIB mondial et pour 10% de l'investissement étranger direct (IDE). C'est l'économie mondiale la plus large, et un des plus gros consommateurs ainsi qu'un des plus gros commerçants. Globalement, la Chine cherche un niveau d'engagement politique dans son « voisinage » et joue son rôle de puissance

majeure. Nous pouvons le voir avec la mise en place de « la nouvelle route de la soie » à partir de 2013. L'objectif étant de construire et d'améliorer des infrastructures reliant l'Asie à l'Europe, aussi bien sur terre qu'à travers les océans Indien et Pacifique, à la Méditerranée. Pour l'Europe et la Turquie, les objectifs économiques et politiques doivent maintenant prendre en compte le rôle de la Chine. Cela a également donné un équilibre à la dominance européenne et russe puisque cette « route de la soie » a atteint les côtes turques (Celik & Linden, 2020).

Ensuite, les changements dans l'environnement énergétique sont importants puisque maintenant l'intérêt se porte plus sur l'énergie renouvelable. La Turquie perd son levier, c'est-à-dire les gazoducs. En effet, les projets de construction de gazoducs, mettant la Turquie comme acteur central, sont en diminution. Le dernier changement dans l'environnement extérieur de la Turquie concerne les Etats-Unis, plus précisément son administration. Par exemple, lors de la présidence de Donald Trump, celui-ci n'avait pas vraiment d'idéologie de politique étrangère hormis « America first ». Le président étant très volatile et peu fiable, les changements inattendus étaient très probables. Un exemple étant le retrait soudain et immédiat des troupes américaines en Syrie en 2018 (Celik & Linden, 2020). Cependant, tous les changements ne sont pas négatifs. En effet, un changement positif dans le « voisinage turc » était la signature du pacte nucléaire avec l'Iran en 2015, afin de restreindre le développement des armes nucléaires, en contrepartie de la fin des sanctions des Etats-Unis et d'autres grands acteurs économiques. Cependant, celui-ci s'est effectué sous l'administration du président Obama et non du président Trump. Cela a diminué la pression subie par la Turquie pour « rentrer dans le rang » et mettre également des sanctions envers l'Iran. L'économie de la Turquie a aussi été boostée puisqu'elle recevait 30 % de son gaz naturel de l'Iran et autres imports d'énergie. Le pacte a également diminué les chances d'une attaque militaire sur l'Iran (Celik & Linden, 2020).

Cependant en 2017, Trump refusa l'accord car lever les sanctions américaines sur l'Iran n'était pas une réponse appropriée et proportionnelle de la part des Etats-Unis. En 2018, Trump a formellement acté le retrait des Etats-Unis du pacte et a réimposé des sanctions. Les autres partenaires (Russie, Chine...) continuent d'échanger avec l'Iran, tout comme la Turquie. La montée en puissance de la Chine est également une opportunité. La Chine est le troisième partenaire commercial. La Chine montre un intérêt croissant pour la Turquie. Cela permet d'avoir des alternatives à l'Europe et à la Russie, notamment via la « nouvelle route de la soie ». Ces alternatives comme la Chine, l'Iran, ou mêmes les Balkans pourraient être des partenaires potentiels de la Turquie dans ce monde dangereux. Ici, nous parlons bien de partenaires puisque

« les nations n'ont pas d'amis permanents ou d'alliés, seulement des intérêts permanents » (Celik & Linden, 2020, p.136).

Nous voyons que la Turquie se trouve dans un environnement plus dangereux qu'auparavant. Ensuite, d'importants acteurs externes comme les Etats-Unis et l'Union européenne sont maintenant moins influents sur les actions de la Turquie. Notamment, puisque c'est le Président Erdoğan qui a désormais la main mise sur le pouvoir. La possibilité d'affecter l'action de la Turquie est beaucoup plus restreinte qu'auparavant. Certes, les Turcs sont fort nationalistes dans leurs perceptions de la politique étrangère et préfèrent tenir tête au pouvoir des Etats-Unis. Cependant, l'alliance avec les Etats-Unis reste bénéfique à la Turquie ainsi qu'aux Etats-Unis. L'Union européenne quant à elle domine toujours le domaine du commerce, et les Etats-Unis ont toujours une certaine part d'influence étant donné que la Turquie fait partie de l'OTAN. La Turquie montre que le monde extérieur peut apporter aussi bien des opportunités que des dangers, et que la capacité de s'y adapter est très importante. En effet, elle peut renforcer la position internationale du pays ainsi que le statut du régime intérieur. D'une certaine façon, la Turquie est « comme un constructeur qui change l'architecture de sa maison bien que le quartier et les environs changent radicalement » (Celik & Linden, 2020, p. 142).

Pour en revenir à ce concept de puissance moyenne, la Turquie a en effet la capacité de résister à la pression venant d'Etats plus puissants. Parfois, elle peut également être capable d'influencer les politiques des plus faibles, des petites puissances, en particulier, s'ils sont proches géographiquement. Puisque la Turquie a une histoire ou certains liens, aussi bien géographiques que politiques, avec ses voisins, elle est affectée par leurs actions dans le système international. En tant qu'acteur de la politique étrangère. Dans le cas de la Turquie, le monde extérieur, proche ou lointain, présente des dangers et des incertitudes. Cependant, ce monde extérieur peut également être un moteur de changements pour la Turquie. Ces changements peuvent également être vus comme des opportunités par la Turquie pour agir au sein du système international (Celik & Linden, 2020).

3.2. La Turquie et le concept d'« awkward power » :

Nous allons maintenant revenir sur le terme de « awkward power », ou si nous le traduisons mot à mot en français, de « puissance gênante ». Ici, nous garderons le terme d'« awkward power ». Ce concept a été développé pour les puissances qui ne rentrent pas dans une des catégories suivantes, petite puissance, moyenne puissance, ou grande puissance. Puisque : « Les catégories traditionnelles basées sur des notions classiques de pouvoir ont démontré leurs

limites à saisir le statut international des pays, en particulier des États naissants dont le comportement est sensiblement différent de la posture affirmée et dominante des grandes puissances établies » (Wilkins & Abbondanza, 2022, p.378). Dans la littérature scientifique, la Turquie est considérée comme un Etat émergent. C'est-à-dire qu'elle a certes, eu une forte croissance économique, mais son niveau de développement est encore faible. Son économie s'est bien développée, mais elle n'avait pas la capacité nécessaire pour associer cette croissance économique avec un développement général du pays (éducation, soins de santé...). De plus, ces puissances qui n'appartiennent à aucune catégorie sont importantes à prendre en compte. Il est possible de les classer dans les catégories mais certains critères ne sont pas parfaitement respectés. Ces « awkward power » ont un niveau de pouvoir et d'influence important. Du point de vue de la puissance nationale, leur force (capacités militaires et économiques, et dans certains cas aussi l'énergie nucléaire) révèle que leur exclusion des grandes catégories de pouvoir entraîne une vision partielle et déformée du système international actuel. Ces puissances, les « awkward power » représenteraient environ 35 % du PIB mondial et 26 % des dépenses militaires mondiales. En résumé, ces puissances peuvent être définies comme étant un Etat avec un statut international contesté ou négligé dans la littérature. Elles possèdent aussi des capacités (économiques, militaires...) importantes. Elles ne correspondent pas aux catégories de petite puissance, moyenne puissance, et grande puissance (Wilkins & Abbondanza, 2022).

D'un point de vue libéral, ces « awkward power » font souvent preuve de comportements maladroits ou non conformes qui les distinguent des grandes et moyennes puissances. En d'autres termes, ils n'agissent pas toujours sur la scène internationale comme celles-ci sont censées agir au sein du système international. Ensuite, elles sont également marquées par une distorsion. C'est-à-dire qu'elles se voient d'une certaine façon, tandis que les acteurs extérieurs les voient d'une autre façon. Les caractéristiques des « awkward power » sont les suivantes : l'asymétrie de puissance, la liminalité de puissance (« power liminality »), la « frustration de puissance », les voies inconfortables, les stratégies inconfortables, et les postures inconfortables (Wilkins & Abbondanza, 2022). Nous allons maintenant développer plus en détails ces caractéristiques, en effet, certains termes sont très théoriques. Tout d'abord, l'asymétrie de puissance renvoie aux capacités de l'Etat. Par asymétrie, nous voulons dire que certains domaines sont fort développés tandis que d'autres peu, ou pas du tout. Certains Etats vont posséder une force armée importante mais ne sauront pas la déployer efficacement car il leur manque la capacité pour le faire. Ces puissances excellent dans un domaine mais pas dans

l'autre. Il y a ainsi une différence, asymétrie entre certaines de leurs capacités (Wilkins & Abbondanza, 2022).

En ce qui concerne, le terme liminalité de puissance, celui-ci est un peu compliqué. Il se réfère au statut de l'Etat, plus particulièrement au fait qu'il ne correspond à aucune des catégories (grande, petite et moyenne puissance). L'Etat est entre ces catégories. Il n'est jamais complètement classé dans une catégorie. La frustration de puissance, correspond à la frustration de l'Etat par rapport à son statut au sein du système international. L'Etat ressent de la frustration face à l'écart entre le statut qu'il possède réellement, et celui qu'il désire. Ces « awkward power » sont frustrés de la place attribuée au sein du système international. Les Etats estiment qu'ils devraient avoir un autre statut en fonction de leurs contributions à la politique étrangère et en fonction de leurs capacités. « Alors que la majorité de ces pays revendiquent la reconnaissance en tant que grandes puissances, sur la base de leurs perceptions de soi ainsi que de leurs capacités, d'autres États du système (et notamment les grandes puissances établies) refusent de leur accorder cette reconnaissance » (Wilkins & Abbondanza, 2022, p.388).

Ces états vont dès lors chercher d'autres moyens pour exercer une gouvernance mondiale. D'une certaine façon, d'exercer son pouvoir, d'avoir plus de pouvoir. Cela correspond à la caractéristique « voies inconfortables ». C'est-à-dire que les Etats poursuivent d'autres voies de gouvernance internationale et/ou régionale car ils sont « exclus » du système international. Ils cherchent à réformer ou à recréer des lieux de gouvernance régionale et mondiale où ils peuvent exercer leur pouvoir sans que les puissances établies viennent les déranger. Ils ne suivent pas le « chemin classique ». Ces puissances s'alignent, se rassemblent de leur côté pour exercer leur pouvoir. Un exemple plus concret serait par exemple l'association de pays BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, et Afrique du sud). Ils ont créé un groupe entre eux pour exercer leur pouvoir, se développer, sauvegarder leurs intérêts (Wilkins & Abbondanza, 2022).

La prochaine caractéristique se réfère aux stratégies mises en place par ces « awkward power ». Nous parlons de « stratégies inconfortables ». Ces puissances développent des stratégies pour faire face aux défis qui sont liés à leur statut. Elles mettent en place un mécanisme de survie. Elles se concentrent sur les endroits où leurs ressources importent le plus. Israël par exemple, a réalisé ses objectifs de politique étrangère et de sécurité, en exploitant le pouvoir des Etats-Unis. Ici, nous voyons que la stratégie mise en place est différente d'une stratégie qu'une puissance comme les Etats-Unis aurait pu développer. Cette stratégie se réfère à la stratégie du « pouvoir emprunté ». Des exemples de stratégies utilisées par les « awkward power » seraient

donc : empreint de pouvoir, recherche de refuge, l'exploitation de la dépendance entre deux acteurs, le chantage nucléaire etc. La dernière caractéristique est la « posture inconfortable ». C'est-à-dire la posture de ces puissances. Nous voyons qu'elles ont un comportement qui est divergent. Il est plus difficile de deviner comment ces puissances se comportent. Elles ne se comportent pas comme une puissance moyenne ou une grande puissance devrait se comporter. Dans notre cas, nous pouvons comparer la Turquie à cette catégorie d'« awkward power ». Elle comporte plusieurs caractéristiques. Par exemple, il est difficile de prévoir le comportement de la Turquie au sein du système international. Elle est également développée dans plusieurs domaines mais dans d'autres c'est moins le cas. (Wilkins & Abbondanza, 2022). Nous verrons notamment ceci avec le cas des drones que nous développerons plus tard.

De plus, comme nous l'avons vu dans la première partie, Erdoğan parle souvent de grandeur, il se voit comme descendant de l'Empire Ottoman. Il se voit puissant, or, d'un point de vue extérieur plusieurs pays ne perçoivent pas la Turquie de la même façon. Ici, en ajoutant ce terme d'« awkward power », notre objectif était de nuancer ce concept de moyenne puissance. Puisqu'en effet, beaucoup catégorisent la Turquie dans la case moyenne puissance puisqu'elle s'en rapproche le plus. Nous ne disons pas qu'elle n'est pas une puissance moyenne, simplement, nous voulons apporter une nuance à ce terme en expliquant ce concept d'« awkward power ».

3.3. La politique étrangère turque : changement de direction ?

Tout d'abord, il semble que depuis l'arrivée d'Erdoğan à la présidence en 2014, la politique étrangère de la Turquie eu un changement de direction. Et ce, en particulier depuis le coup d'Etat de juillet 2016. En effet, divers changements comme le rapprochement entre la Turquie et les puissances orientales, plus précisément, un rapprochement avec la Russie. Par conséquent, la Turquie s'est éloignée de ses alliés occidentaux. Ce qui entraîne plusieurs conflits diplomatiques et des crises. Les relations avec les Etats-Unis, les grandes nations européennes telles que l'Allemagne, la France se sont détériorées. La Turquie a également adopté un rôle plus proactif et agit également de façon plus indépendante au sein du Moyen-Orient. Notamment, via le déploiement de forces militaires en Syrie et en Irak. Avant de rentrer plus en profondeur dans notre analyse, il est de nécessaire d'expliquer plus en détails ce qu'est la politique étrangère d'un pays. La politique étrangère correspond « aux programmes gouvernementaux contenant les intentions, les buts, les stratégies et les instruments des décideurs nationaux qui répondent à l'environnement international actuel, et futur de l'Etat »

(Haugom, 2019, p. 206). Plusieurs facteurs doivent également être pris en compte lors de l'analyse de la politique étrangère. Ceux-ci étant les caractéristiques des dirigeants, des décideurs, la culture nationale, la politique intérieure, la position d'un pays dans le système international (Haugom, 2019).

De plus, puisque l'environnement international est en dehors de la juridiction des décideurs, dirigeants, les objectifs poursuivis et les moyens utilisés seront différents de ceux employés au sein de la politique intérieure. Et ce, même si les deux domaines politiques, la politique étrangère et la politique intérieure, s'influencent l'un l'autre. Nous pouvons même dire qu'ils se chevauchent partiellement. La politique étrangère peut-être mise en place par rapport à la politique intérieure, et inversement. Même si dans notre cas, comme nous le verrons plus tard, nous sommes plus dans une « instrumentalisation » de la politique étrangère au service de la politique intérieure. Ensuite, les « élites de la société » et les groupes d'intérêts peuvent aussi influencer la politique étrangère. Tout dépend de l'autonomie dont les dirigeants disposent, ainsi que de leur pouvoir. Comme vu précédemment, Erdoğan dispose d'une grande autonomie, l'influence est donc plus difficile. Il est également important de savoir ce que nous voulons dire par un changement de la politique étrangère. Kalevi Holsti définit la notion de changement comme « une « restructuration » ou une modification radicale du modèle de relations extérieures d'une nation » (Haugom, 2019, p. 207). Pour nous aider dans notre analyse, nous utiliserons d'abord la typologie de Charles K. Hermann. Il distingue 4 niveaux de changement de la politique étrangère (Haugom, 2019).

Le premier niveau est un changement correspondant à un ajustement, un réglage de la politique étrangère (« adjustment change »). Il y a des changements dans les efforts/ et ou la portée de la politique étrangère. En effet, Erdoğan a lui, concentré sa politique étrangère sur la sécurité nationale. Le deuxième niveau de changement correspond à un changement de programme (« program change »). Les moyens et les méthodes utilisés pour poursuivre la politique étrangère subissent des changements. Autrement dit, les moyens et les méthodes utilisés sont différents d'auparavant. Sous Erdoğan, les moyens et méthodes utilisés sont plus fermes, directs. Il y a également une préférence pour entretenir des relations « transactionnelles ». C'est-à-dire basées sur une transaction. Ensuite, le troisième niveau est un changement des objectifs, de la problématique (« problem/goal change »). L'objectif de la politique étrangère est différent. Sous le régime d'Erdoğan, le but de la politique étrangère est d'avoir plus d'autonomie stratégique. Pour y arriver, il met en place des alliances avec divers Etats, sur différentes questions, pour atteindre des objectifs précis en matière de politique étrangère. Le

quatrième et dernier niveau correspond à un changement dans l'orientation internationale (« international orientation change »). Nous avons donc une réorientation de l'Etat concernant les affaires étrangères. Une nouvelle orientation est mise en place. Nous pouvons identifier ce niveau à la définition de Holsti, et donc à une « restructuration » de la politique étrangère. C'est le changement le plus radical. D'une certaine façon, toute la politique étrangère est réajustée, restructurée. Il est discutable qu'un tel changement se produise dans la politique étrangère turque d'Erdoğan (Haugom, 2019).

Certes, il y a eu des modifications importantes, mais le terme « restructuration » est peut-être trop important. En effet, il s'agit plus d'un retour à la politique des années 1990 qu'à la mise en place d'une politique étrangère jamais vue auparavant. S'il s'agissait de ce type de changement, nous nous attendrions, par exemple, à voir un désengagement turc de l'Ouest (c'est-à-dire, l'OTAN) en faveur d'un réalignement avec les puissances non occidentales, ou de non-alignement. Ce qui pour l'instant n'est pas vraiment le cas. Dans notre première partie d'analyse, la politique étrangère est considérée non seulement comme le résultat de changements de pouvoir dans le système international, mais aussi, le résultat de changements dans le système régional et dans l'environnement intérieur. Cette typologie nous permettra ainsi de mieux comprendre les types de changements qui se sont produits sous le Président Recep Tayyip Erdoğan. Tout d'abord, la politique étrangère de la Turquie est influencée par une perception contradictoire. D'un côté, la Turquie est héritière de l'Empire Ottoman qui, lors de son moment de gloire, s'étendait sur l'Europe du Sud-Est, le Caucase, le Moyen-Orient, et l'Afrique du Nord. À la suite de cet héritage, la Turquie se voit comme une grande puissance moderne et un Etat « leader » dans sa région (Haugom, 2019).

De l'autre côté, la Turquie porte également les souvenirs de la défaite impériale face aux puissances européennes et face à la Russie lors de la Première Guerre Mondiale. Ainsi que le traité de Sèvres de 1920, mis en place après la Première Guerre Mondiale, considéré comme humiliant puisqu'il procédait au découpage de l'Anatolie en de nombreuses parties soumises au contrôle des forces étrangères. Même si finalement, le traité n'a jamais vu le jour. A la place, le traité de Lausanne est instauré en 1923. Celui-ci donne lieu à la création de la République de Turquie. Un certain « syndrome de Sèvres » continue de marquer la Turquie. Cette perception est contradictoire, puisqu'il se voit comme une grande puissance, mais en même temps, il se voit aussi vulnérable. Le pays a une position géostratégique unique, mais en même temps, celle-ci le rend vulnérable face aux intérêts des grandes puissances (Haugom, 2019).

Ömer Taspinar, Professeur et expert sur la Turquie (“National War College”) aux Etats-Unis, a identifié 3 périodes de changements de la politique étrangère de la Turquie au sein de l’ordre international. Ils divisent ces étapes en 3 « visions » de la politique étrangère. Premièrement, le « kémalisme ». Deuxièmement, le « néo-ottomanisme ». Troisièmement, le « gaullisme turc ». Chaque terme correspond également à une période de l’histoire de la République Turque. Le kémalisme s’appelle ainsi car elle coïncide avec la perception de la politique étrangère et de la politique de sécurité des Kémalistes. Cette vision a caractérisé la politique étrangère turque de 1923 à la fin de la Guerre Froide. Cependant, le « kémalisme » a vu passer différentes stratégies pour la mise en place de la politique étrangère. En effet, la Turquie était d’abord non alignée, et menait une politique isolationniste jusqu’à la fin de la Guerre Froide. Elle était également neutre pendant la Guerre. Par la suite, elle devient membre de l’Organisation Nord Atlantique (OTAN) en 1952. Lors de la Guerre Froide, la vision de la politique étrangère de la Turquie prenait en compte sa vulnérabilité par rapport à l’expansionnisme soviétique et à l’instabilité régionale. L’objectif premier de la Turquie était de garder son indépendance nationale. Les relations extérieures étaient principalement caractérisées par une position défensive et des ambitions modestes. La Turquie a largement aligné sa politique étrangère avec les États-Unis et les pays d’Europe occidentale. Elle entretenait des relations culturelles, politiques, et économiques avec ceux-ci. L’objectif en faisant cela était de se développer économiquement, se moderniser/ « s’occidentaliser ». Les relations avec l’Est étaient très limitées (Haugom, 2019).

Ensuite, la fin de la Guerre Froide a fortement changé la situation géopolitique de la Turquie. Elle était devenue un « carrefour » entre les régions et les nouveaux états indépendants. Suite à ça, la Turquie est devenue un Etat commerçant avec l’une des économies à la croissance la plus rapide au monde. La politique étrangère était maintenant, plus tournée vers l’économie que la sécurité. En effet, la position géostratégique de la Turquie entre les Balkans, le Caucase, l’Asie-centrale, et le Moyen-Orient n’était pas perçue comme une menace. Au contraire, elle était une source d’opportunités pour le pays au niveau de la diplomatie, du commerce et de l’échange culturel. Ce potentiel turc en tant que puissance économique et politique marque le début d’une nouvelle vision, le « néo-ottomanisme ». Celle-ci commença avec le gouvernement de Turgut Ozal à la fin des années 1980 et début des années 1990. Le « néo-ottomanisme » devint plus important avec le parti pour le Développement et la Justice (AKP) à partir de 2002. Un parti dit conservateur-religieux. Le « néo-ottomanisme » a comme but de « construire une nouvelle identité nationale et la traduire en politique étrangère en utilisant les liens historiques, culturels,

et religieux avec les anciens territoires ottomans » (Haugom, 2019, p. 209). Ce concept saisit bien la reconnexion de la Turquie post Guerre froide avec les pays autrefois ottomans. Cependant, il ne met pas en avant le fait que la Turquie se développait bien au-delà de ses régions. La raison étant son développement économique rapide et son émergence en tant que puissance moyenne au sein de l'économie mondiale. La Turquie étant un Etat pivot, elle peut, et se doit de jouer un rôle diplomatique, économique, et politique actif (Haugom, 2019).

Par après sous Davutoğlu, la politique étrangère était plus concentrée sur les voisins de l'Est et du Sud, que l'Ouest. L'objectif était que la Turquie joue un rôle de leadership international. Par la diplomatie, les relations économiques et les échanges culturels, la Turquie deviendrait un Etat important dans les affaires régionales. Il y donc eu une concentration sur les régions voisines et les autres continents. Le développement économique était toujours une partie importante de la politique étrangère. Par après, le « néo-ottomanisme » aurait laissé place au « gaullisme turque » devenu important sous le Président Erdoğan. Taspinar explique que la politique étrangère de la Turquie combine des éléments du « néo-ottomanisme » et du « kémalisme » dans une nouvelle vision stratégique, le « gaullisme turque ». Dans cette vision, les trois éléments sont la « grandeur » de la Turquie, son rôle en tant qu'acteur régional, ainsi que les menaces envers son indépendance nationale, et les intérêts de la Turquie. Autrement dit, « les perspectives de la Turquie en matière de politique étrangère sont devenues plus ouvertement nationaliste, indépendante, confiante, et provocatrice » (Haugom, 2019, p. 210). Pour mieux comprendre ce que nous voulons dire par cela, nous allons maintenant développer les caractéristiques de la politique étrangère d'Erdoğan qui correspondent à ce concept de « gaullisme turc » (Haugom, 2019).

3.4. Erdoğan et le « gaullisme turque » :

Premièrement, sous le régime du Président Erdoğan, l'objectif de la politique étrangère est la sécurité nationale. La Turquie a consacré beaucoup d'efforts pour contenir les troubles régionaux, et combattre les ennemis de l'Etat turc en Turquie, et à l'étranger. Nous pouvons associer ce changement au premier type de changement, le « réajustement ». En effet, il y a un changement dans la portée de la politique étrangère ainsi que dans les efforts consacrés à celle-ci. Lorsque nous parlons d'ennemis de l'Etat turc, nous nous référons aux organisations terroristes telles que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), le mouvement Gülen (FETÖ), l'Etat islamique (IS), et le Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple (DHKP/C). Toutes ces organisations ont été définies comme terroriste par la Turquie. La lutte contre le

PKK a été une des principales motivations de la politique turque envers la Syrie et les autres pays du Moyen-Orient. De plus, la lutte contre le terrorisme est devenue un enjeu important dans les relations bilatérales de la Turquie. Plus particulièrement, avec les pays abritant des citoyens turcs accusés de terrorisme recherchés par le gouvernement turc. Ensuite, le style de la politique étrangère peut-être associé à un style assertif, autoritaire. Ce style se retrouve dans la façon dont Erdoğan gère les affaires diplomatiques, mais aussi dans la volonté de la Turquie de projeter sa puissance militaire au-delà des frontières nationales. En outre, il semble aussi y avoir une préférence pour les relations transactionnelles et basées sur des intérêts avec les autres Etats. Ce caractère autoritaire, assertif, et ce changement dans les relations avec les autres Etats peut être associé à un changement de programme. En effet, le changement se produit au niveau des moyens et des méthodes utilisés pour la mise en place de la politique étrangère. La façon dont la politique étrangère est mise en place est différente. Elle est maintenant plus autoritaire, assertive. En ce qui concerne ce style assertif, autoritaire, nous pouvons voir qu'il se retrouve dans la gestion des affaires diplomatiques de la Turquie avec notamment ses alliés occidentaux. Par exemple, des alliés comme les Etats-Unis, la France, l'Allemagne (Haugom, 2019).

Dans certains cas, le ton employé par la Turquie peut même être identifié comme menaçant, mais en général, la Turquie est plus dans la provocation. Dans les affaires régionales, ce style est également présent via l'utilisation de moyens militaires. Nous pouvons le voir dans le nouveau concept de sécurité développé par la Turquie. Celui-ci explique que la Turquie doit poursuivre une politique de sécurité proactive en utilisant une puissance militaire préventive à l'extérieur de ses propres frontières. De même, quand cela est nécessaire, la Turquie doit agir unilatéralement même si cela revient à ignorer des alliances. Un exemple de ce concept peut être les opérations militaires déployées en Syrie et en Iraq en 2016. La Turquie a aussi projeté sa puissance militaire plus loin, et a établi des bases militaires au Qatar et en Somalie (2017). De plus, même si de telles bases militaires étaient prévues avant l'élection d'Erdoğan en tant que Président, ces bases sont devenues un élément plus important dans sa politique étrangère. Les objectifs de ces bases militaires consistent à protéger les intérêts de la Turquie au Moyen-Orient et sur le continent africain. En effet, le Qatar est l'allié le plus proche de la Turquie dans la région du golfe. Tandis que la Somalie et le Soudan sont les principales portes d'entrée des investissements turcs en Afrique (Haugom, 2019).

Ensuite, la Turquie manifeste une préférence pour une politique étrangère transactionnelle, c'est-à-dire une politique étrangère décidée plus par des intérêts et des opportunités

concomitants que par l'affiliation à certaines institutions ou communautés d'Etats. Un exemple de cette approche est l'accord de la Turquie sur les réfugiés avec l'Union Européenne à partir du 29 novembre 2015. L'UE s'engage à fournir une aide financière pour favoriser l'intégration des réfugiés et migrants installés en Turquie. Du côté turc, cet accord a été perçu comme un accord pragmatique basé sur des calculs d'intérêts. L'Europe voulait endiguer la marée de migrants, tandis que la Turquie voulait de l'argent et d'autres avantages. Des avantages tels que des voyages sans visa pour les citoyens turcs au sein de l'Espace Schengen, la reprise du processus d'adhésion de la Turquie au sein de l'UE. La réciprocité est aussi devenue un principe central dans la mise en œuvre de la politique étrangère transactionnelle de la Turquie. Un exemple serait le fait que depuis 2017, la Turquie a systématiquement bloqué la participation de l'Autriche aux programmes du partenariat de la paix de l'OTAN. Ce programme est un programme de coopération bilatérale entre l'OTAN et des partenaires euro-atlantiques. Cela permet de développer une relation individuelle avec l'OTAN. Il vise à consolider la paix. La Turquie a également mis en péril la réussite d'adhésion totale de l'Autriche à l'OTAN. La principale raison de ce comportement étant la résistance de l'Autriche face à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (Haugom, 2019).

Un autre élément de la politique étrangère d'Erdoğan est la quête pour une plus grande autonomie stratégique dans ses relations avec le monde extérieur (Haugom, 2019). Par autonomie stratégique, nous voulons dire : « La capacité d'un pays à déterminer de manière indépendante, sans influence ni contrainte extérieures, sa propre politique sur la scène internationale » (Ülgen, 2023, P.25). Autrement dit, « la capacité, donc, de sauvegarder ses intérêts nationaux, de prendre des décisions indépendantes et de conserver une liberté d'action en matière de défense, de diplomatie et de politique économique » (Ülgen, 2023, P.25). Pour ce faire, la Turquie diversifie ses partenaires, élargit sa présence dans de nouveaux espaces politiques, et utilise les moyens disponibles du « soft power ». Par « soft power », nous voulons dire l'utilisation de moyens économiques, industriels, et culturels. La Turquie a développé des relations plus étroites avec la Russie. Elle a également renforcé son engagement au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie centrale, et en Amérique latine. La principale conséquence de cette approche de la politique étrangère est que, les partenaires occidentaux, notamment l'Europe et les Etats-Unis, ont réévalué leurs relations avec la Turquie. Cependant, « ni les puissances occidentales, ni la Russie ne veulent que la Turquie passe de l'autre côté. Cela crée un espace politique permettant à une puissance moyenne importante comme la Turquie d'agir de manière indépendante, sans encourir les sanctions qu'elle aurait dû subir » (Ülgen, 2023, P.26). En effet,

même si la Turquie pose problème, il est important de la garder de son « côté ». La quête d'autonomie de la Turquie est donc principalement caractérisée par une ouverture à des partenaires non occidentaux (Ülgen, 2023).

Un premier partenaire non occidental est la Russie. Nous avons une évolution des relations de la Turquie avec la Russie. Comme vu précédemment, la Russie est le fournisseur majeur de la Turquie en gaz naturel. La Russie est dans une position plus favorable que la Turquie. Les deux Etats ont aussi collaboré sur des projets d'infrastructures comme la construction du gazoduc TurkStream, BlueStream, allant de la Russie à la Turquie via la mer Noire. Ainsi, que sur la centrale nucléaire d'Akkuyu en Turquie. La centrale a été mise en service en 2023. Elle appartient à un actionnaire russe Rosatom. Un autre élément de rapprochement entre Ankara et Moscou est le coup d'état de juillet 2016. « Contrairement à la Russie, les gouvernements occidentaux ont peu réagi dans les jours qui ont suivi la tentative de coup d'Etat » (Ülgen, 2023, P.28). De plus, le partenariat des Etats-Unis avec les Unités de protection du peuple (YPG), branche armée du Parti de l'Union démocratique kurde en Syrie, lié au PKK, a été vu comme un acte hostile aux intérêts de sécurité de la Turquie. En 2017, l'obtention du système russe de défense antiaérienne et antimissile S-400 a été aussi un élément important de rapprochement. Cela a aussi entraîné des sanctions américaines contre la Turquie. Les Etats-Unis interdisent l'attribution de permis d'exportation d'armes à la Turquie et interdisent le territoire américain pour l'exportation. Un autre élément est le processus d'Astana au sein duquel la Turquie, la Russie, et l'Iran s'engagent à gérer les conséquences du conflit syrien. Nous remarquons, en effet, l'absence de pays occidentaux. Ensuite, concernant la guerre en Ukraine et la politique de sanctions de l'Occident envers la Russie, la Turquie ne s'est pas alignée (Ülgen, 2023).

Il y a également une ouverture sur l'Asie centrale. « L'ouverture sur l'Asie centrale est un autre vecteur fort de la diversification diplomatique visant à renforcer l'autonomie stratégique » (Ülgen, 2023, P.30). Il y a un important engagement économique dans la région. En 2021, les exportations de la Turquie vers l'Asie centrale s'élèvent à 4,26 milliards de dollars. Au niveau politique, est créé l'Organisation des Etats turques (OET). Elle regroupe les Etats de langues turques (Azerbaïdjan, Ouzbékistan, Turquie, Turkménistan, Kazakhstan). Suite à l'adhésion de l'Ouzbékistan, tous les « Etats turcs » d'Asie centrale, hormis le Turkménistan, font partie de l'organisation. L'objectif de la Turquie avec cette organisation est de contrebalancer les influences russe et chinoise dans la région. La Turquie s'est également rapprochée de l'Afrique. Ankara a 44 ambassades en Afrique. Ils coopèrent en matière de développement, mais aussi

dans la paix, la sécurité, la technologie, l'éducation... Concernant les moyens de « soft power » utilisés par la Turquie dans sa quête d'autonomie stratégique, les principaux sont les drones. En effet, les drones sont devenus des atouts essentiels de soft power et renforcent la position internationale de la Turquie. Grâce à cette technologie, Ankara s'est développé dans le domaine de la sécurité mondiale, a développé des partenariats stratégiques, et a renforcé sa réputation comme puissance régionale. Les drones ont également permis de se rapprocher d'autres pays des Balkans. « Du point de vue de la sécurité militaire, les ventes de drones renforcent les partenariats de la Turquie avec les pays acheteurs car elles s'accompagnent souvent d'accords de formation, de maintenance et de soutien » (Ülgen, 2023, P.35). Un exemple concret est la vente de drones « Bayraktar TB2 » de la Turquie à l'Ukraine, qui a renforcé les liens bilatéraux entre les deux pays. Cette relation acheteur et vendeur (Turquie) peut, peut-être sur du long terme, favoriser des alliances (Ülgen, 2023).

Nous voyons donc que « grâce à sa technologie abordable et efficace, Ankara se taille une place comme fournisseur alternatif aux solutions de défense occidentales » (Ülgen, 2023, P.36). La Turquie a d'ailleurs annoncé de nouveaux projets de coopération, et des partenariats avec divers pays de l'Afrique du Nord (Algérie notamment), des Etats turcophones et de l'Asie centrale. Nous voyons donc que cette quête d'autonomie stratégique comporte des défis et des opportunités. En ce qui concerne les opportunités, « *elles résident dans la capacité de la Turquie à poursuivre ses propres intérêts sans être trop dépendante d'acteurs extérieurs et à tirer parti de sa position de puissance régionale pour promouvoir la paix, la stabilité, et la croissance économique dans l'ensemble de la région* » (Ülgen, 2023, P.38). Les défis résident dans la nature du paysage mondial, complexe et en constante évolution, où des tensions apparaissent entre les grandes puissances, et où les alliances traditionnelles sont mises à l'épreuve. La Turquie doit trouver un équilibre entre cette quête d'autonomie stratégique et les risques qui en découlent. Elle doit également « trouver un équilibre garantissant une relation de coopération avec l'Occident, avec tous ses avantages politiques et économiques » (Ülgen, 2023, P.38).

En résumé, pour arriver à cette autonomie stratégique, la Turquie consacre beaucoup d'efforts pour développer une industrie de la défense nationale et technologiquement avancée. L'objectif global est de devenir autosuffisant en matière d'approvisionnement en armes. Cet objectif peut être possible via des projets de coopération avec des producteurs étrangers qui comprennent un transfert de technologie vers la Turquie, et via l'exportation d'équipement de défense vers

d'autres pays. Un exemple étant la participation de la Turquie au projet EUROSAM (Haugom, 2019). Il s'agit d'un accord de coopération signé avec les groupes d'entreprises (EUROSAM) italien et français en 2018, en matière de défense anti-missile. Il a pour but de développer des missiles à longue portée pour l'armée aérienne turque (Pouvreau, 2018). La décision turque d'acheter le système de défense anti-aérienne russe est également un exemple. Cependant, ce choix a plus mis en péril les relations de la Turquie avec ses alliés occidentaux que de développer sa technologie de défense. Un autre élément important de la Turquie dans sa quête d'autonomie stratégique correspond au fait que la Turquie cherche des alliances avec divers états sur différentes problématiques. La raison principale étant d'atteindre divers objectifs de politique étrangère. Par exemple, l'alliance avec la Russie et l'Iran à travers le processus d'Astana est l'exemple le plus évident. En devenant leur partenaire stratégique, la Turquie a pu poursuivre son propre agenda dans la partie Nord-Ouest du pays. Pour rappel, les objectifs de l'agenda étant de déplacer les forces terroristes (principalement par rapport aux Kurdes), de réinstaller en Syrie des réfugiés syriens vivant en Turquie, et d'assurer les intérêts de la Turquie. En effet, La Turquie n'aurait pas pu atteindre les mêmes objectifs grâce à son alliance établie avec les États-Unis et les autres puissances occidentales. Ces puissances occidentales n'exercent pas la même influence en Syrie que la Russie et l'Iran (Haugom, 2019).

La Turquie a également conclu une alliance semblable avec l'Iran et le gouvernement irakien à Baghdâd. Ces trois acteurs ont des intérêts communs dans la lutte contre le PKK et son organisation jumelle en Iran (Parti pour une vie libre au Kurdistan, PJAK), pour contrecarrer les ambitions du gouvernement régional Kurde pour le statut d'« Etat » indépendant. Toutefois, comme dans le cas de la Russie, la coopération entre la Turquie et l'Iran repose sur des intérêts communs limités dans la lutte contre le terrorisme dans leur « voisinage ». Ils ont également comme intérêt de contrebalancer l'alliance régionale entre l'Arabie Saoudite, l'Égypte, et les Emirats arabes unis.

Cette alliance est dirigée à la fois contre l'Iran et le Qatar, principal allié de la Turquie dans la région du golfe Persique. Sur la plupart des autres questions régionales, la Turquie et l'Iran ont des intérêts de sécurité divergents. La Turquie est très préoccupée par l'influence croissante de l'Iran au Moyen-Orient, notamment en Syrie et en Irak, et sur la perspective d'un futur Iran doté d'armes nucléaires (Haugom, 2019). Nous allons maintenant nous concentrer sur ce qui motive ce changement de la politique étrangère de la Turquie sous le Président Erdoğan.

3.5. Facteurs de changement de la politique étrangère du président Erdoğan :

Premièrement, la dégradation de l'environnement de sécurité régional et intérieur de la Turquie. Deuxièmement, la concentration du pouvoir exécutif dans les mains du Président Erdoğan. Et troisièmement, les changements au sein du gouvernement. En ce qui concerne l'environnement de la Turquie, celui-ci a considérablement changé ces dernières années. En effet, Le printemps arabe et ses conséquences ont créé une situation beaucoup plus instable dans le Moyen-Orient, en particulier en Syrie où les premières manifestations politiques en 2011 ont dégénéré en une longue guerre civile. La Turquie a ressenti de plus en plus les répercussions de cette guerre sous la forme d'importants flux de réfugiés, d'affrontements militaires dans la zone frontalière et de transit de combattants syriens et étrangers. La guerre a également renforcé la position des groupes kurdes dans le nord de la Syrie qui étaient affiliés au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Une région Kurde se gouvernant elle-même était maintenant juste de l'autre côté de la frontière. Le printemps arabe a révélé les limites de la politique étrangère turque face à un Moyen-Orient caractérisé par l'instabilité plutôt que la stabilité. Au départ, la Turquie considérait le Printemps arabe comme une occasion de jouer un rôle de leadership dans la transformation de la région, à la fois en promouvant l'AKP comme un modèle de parti politique pour le Moyen-Orient arabe, et en soutenant les organisations qui s'opposaient aux anciens régimes, en particulier ceux affiliés à la forme modérée d'islamisme des Frères musulmans (Haugom, 2019).

Cette approche a fort rapproché la Turquie et l'Egypte au début pendant la courte présidence de Muhammed Morsi. Elle a aussi rapproché la Turquie et le Qatar car il a également joué un rôle dans la promotion du changement politique et dans le soutien à l'opposition islamiste modérée. Cependant, l'ambition de la Turquie d'encourager les transformations politiques au Moyen-Orient n'a pas été universellement accueillie dans le monde arabe. Avec le contrecoup qui a suivi les soulèvements, la Turquie s'est retrouvée de plus en plus isolée diplomatiquement dans la région. Il y eu également le mouvement de protestation Gezi dont nous avons parlé dans la première partie de ce mémoire. A ce moment-là, entre 2015 et 2016, la Turquie a aussi connu une série d'attaques terroristes, dont plusieurs dirigées contre des cibles dans les grandes villes d'Ankara et d'Istanbul. Il y eu également le coup d'Etat de 2016, qui pour rappel aurait été mis en scène par les membres du mouvement Gulen afin de destituer le président Erdoğan et le gouvernement de l'AKP. La détérioration de la situation sécuritaire en général, et la tentative de coup d'État militaire du 15 juillet en particulier, ont placé le gouvernement turc en « mode de survie » et ont placé les questions de sécurité nationale au sommet de l'agenda politique de

la Turquie. Le deuxième facteur qui favorise le changement de la politique étrangère est l'éloignement de la Turquie de ses alliés occidentaux. Il y a un certain désenchantement de la Turquie avec ses alliés. Les raisons étant notamment, le processus bloqué d'adhésion de la Turquie à l'UE et l'adhésion de Chypre à l'Union européenne (2004) sans règlement politique quant à la division des territoires de l'île. Erdoğan ne porte plus comme nous l'avons vu dans la première partie, sa « chemise européenne » (Haugom, 2019).

Ensuite, il y a aussi une perception dans le gouvernement et les milieux politiques en Turquie, que les nations occidentales, plus particulièrement les États-Unis, ne donnent pas beaucoup de priorité à la sécurité nationale turque. En d'autres termes, on a l'impression que la Turquie est traitée comme un membre officiel mais non à part entière de la communauté transatlantique (OTAN). Le désengagement des États-Unis du Moyen-Orient après l'opération en Irak, la réticence de l'administration Obama à s'impliquer en Syrie, le soutien des États-Unis à la milice kurde contre l'État islamique, sont considérés comme des exemples qui montrent qu'on accorde peu d'attention aux intérêts de la Turquie lorsque des décisions sont prises à Washington. Cette impression a été renforcée par les critiques occidentales croissantes d'Erdoğan et du gouvernement de l'AKP pour l'autoritarisme ainsi que par les signaux contradictoires de Washington et de Bruxelles envers la Turquie à la veille de la tentative de coup d'État militaire. En Turquie, il y a des soupçons que les dirigeants occidentaux souhaitent la disparition d'Erdoğan mais aussi que des entités occidentales non précisées ont donné l'impulsion à des événements tels que les manifestations du park Gezi, l'infiltration de l'État turc par les mouvements Gulen, et la tentative de coup d'État du 15 juillet (Haugom, 2019).

Un autre développement important est la concentration du pouvoir exécutif dans les mains d'Erdoğan. Cela est considéré comme un facteur de changement de la politique étrangère puisqu'il est presque le seul et unique décideur derrière la politique. Avec la transition d'un système parlementaire à un système présidentiel « fort » en Turquie, le pouvoir de décision a été transféré du cabinet et d'autres institutions gouvernementales au palais présidentiel. Ce qui fait que les décisions concernant la politique étrangère sont principalement prises par le Président Erdoğan, à l'aide de son cercle restreint de conseillers. C'est-à-dire le ministre de la Défense Nationale, Hulusi Akar (2018-...), le chef des renseignements nationaux, Hakan Fidan (2010-2023). Il devint ensuite ministre des Affaires étrangères. Puis, le conseiller spécial du Président, Ibrahim Kalin. De plus, les institutions de l'État qui autrefois établissaient l'agenda de la politique étrangère sont maintenant mises de côté. Ces institutions étant le ministère des

Affaires étrangères et le Conseil National de sécurité. Elles sont réduites à la mise en œuvre de la politique et à la gestion quotidienne des relations extérieures. Cette pratique était déjà d'actualité en Turquie, mais sous le Président Erdoğan, avec son système présidentiel fort, elle est beaucoup plus proéminente. Un aspect important de cette évolution est la disparition des forces armées turques comme acteur dans l'élaboration de la politique étrangère. Et ce, à la suite de la tentative de coup d'Etat de 2016. Cela rend plus facile l'utilisation de moyens militaires et la projection de force armée par le gouvernement. En effet, les forces armées turques ont toujours été prudentes quant à la question des déploiements à l'étranger. Par exemple, en février 2016, les forces armées étaient opposées à une intervention militaire en Syrie (Haugom, 2019).

Cette concentration de pouvoir dans les mains d'Erdoğan lui a donc permis de laisser une empreinte directe sur les décisions de politique étrangère en contournant les instances de l'Etat. Nous pouvons donc dire que la politique étrangère turque a été instrumentalisée à des fins nationales et sert de véhicule aux ambitions politiques personnelles du Président Erdoğan. Par exemple, l'attitude très provocante adoptée contre les gouvernements et les institutions occidentaux depuis le 15 juillet 2016, peuvent être vue comme un reflet du style politique d'Erdoğan. C'est-à-dire populiste, puisqu'il suit ce que le peuple veut. Cette attitude est aussi un moyen pour le Président d'obtenir un soutien des électeurs. Puisqu'à ce moment-là, « l'euroscpticisme » et le « désenchantement occidental » commençait à se faire sentir au sein du peuple turc. Un autre facteur important est l'idéologie au sein du gouvernement. En effet, la coalition au sein du gouvernement a subi des changements ce qui a une incidence directe sur les politiques étrangères et de sécurité du pays. En effet, dans les années 2000, l'AKP au pouvoir était une vaste coalition, comprenant des conservateurs religieux jusqu'aux libéraux de gauche. Leur objectif était de briser l'emprise de l'ancienne élite républicaine sur le pouvoir, et mettre fin à la démocratie tutélaire. Pour ce faire, le processus d'adhésion à l'UE via ses exigences démocratiques, ainsi que les réformes économiques, judiciaires était le meilleur moyen pour mettre fin à l'ancien ordre républicain. Cet objectif est devenu une motivation majeure pour mettre en place des réformes dans le pays et forger des liens étroits avec l'Europe (Haugom, 2019).

Cependant, au cours de la décennie suivante, le projet de la Turquie s'est estompé et la vaste coalition gouvernementale de l'AKP s'est effondrée. Le parti au pouvoir est plutôt devenu une organisation dominée par son chef, Recep Tayyip Erdoğan. De même, Erdoğan a également

plus fait appel à la droite nationaliste dans la politique turque. Il a également tiré avantage du sentiment nationaliste croissant au sein du peuple turc. Ce tournant idéologique a donné lieu à une politique nationaliste plus dure de la part du gouvernement turc. Notamment, en ce qui concerne la question kurde et la lutte contre le PKK. Bien qu'il soit difficile de discerner exactement dans quelle mesure ce revirement a influencé la politique étrangère, il est probable qu'il ait renforcé des caractéristiques telles que l'accent mis sur la sécurité nationale et le style politique plus affirmé de la Turquie (Haugom, 2019).

En résumé, nous pouvons dire que les changements dans l'environnement régional et intérieur de la Turquie ont favorisé une plus grande concentration sur la sécurité nationale et un style de politique plus affirmé. Ces changements « environnementaux » ont également restreint la marge de manœuvre diplomatique du pays. En même temps, les politiques des alliés occidentaux envers la Turquie et la région ont incité le pays à poursuivre des relations plus transactionnelles avec les Etats-Unis et l'Europe. Cela a également poussé la Turquie à forger des alliances souples avec divers Etats pour atteindre les objectifs de la politique étrangère nationale. De même, les deux évolutions nationales, c'est-à-dire la concentration du pouvoir exécutif dans les mains du Président Erdoğan et le tournant idéologique vers le nationalisme dans la politique gouvernementale, ont renforcé ces tendances. Notamment, en favorisant une politique étrangère plus affirmée et axée sur la sécurité (Haugom, 2019).

Il est également intéressant de savoir s'il y a eu une réorientation internationale de la politique étrangère turque, qui ici correspond au quatrième niveau de notre typologie. Tout d'abord, l'accent mis sur la sécurité nationale sous Erdoğan contraste nettement avec la politique amiable qui a caractérisé l'époque de Davutoğlu. L'activisme de la politique étrangère turque avait alors une large portée et était liée à un certain nombre de questions différentes. En revanche, Erdoğan et Davutoğlu ont tous deux pour la Turquie des ambitions régionales de grande puissance afin de devenir une puissance moyenne dans la politique internationale à long terme. Mais, la notion de la Turquie en tant que leader régional ainsi que comme modèle culturel politique pour les autres nations musulmanes a été atténuée. Maintenant, les intérêts nationaux priment et sont souvent formulés en termes de sécurité. L'idéologie est toujours importante dans la politique étrangère turque. Cependant, l'islamisme modéré et les notions de communauté musulmane qui ont caractérisé la période de Davutoğlu, sont maintenant associés à une perspective nationaliste où la Turquie et ses intérêts nationaux sont mis en avant. Ensuite, les développements politiques et économiques défavorables à la Turquie tendent à être présentés comme des « attaques » contre le pays. Ces « attaques » étant causées par des intérêts étrangers. Un exemple étant les

déclarations officielles concernant la dépréciation de la lire turque par rapport aux principales monnaies en 2018 (Haugom, 2019).

3.6. « Sécritisation » de la politique étrangère turque :

En faisant appel à un concept de l'école de Copenhague, nous pouvons associer ce développement à une « sécuritisation » de la politique étrangère turque. Les questions qui étaient auparavant définies comme politiques sont déplacées dans le domaine de la sécurité, légitimant ainsi l'application de moyens extraordinaires pour les gérer. La question kurde, la guerre civile syrienne et l'approche du réseau Gulen appartiennent à cette catégorie (Haugom, 2019). Pour mieux comprendre ce concept nous allons prendre l'exemple de la crise des réfugiés syriens. Nous allons voir que les discours politiques des partis en Turquie vont « sécuritiser » la question des réfugiés. A la base un « problème » sociologique et politique, celui-ci va devenir un « problème » de sécurité, une menace. Autrement dit, la « sécuritisation » est le fait de « présenter un enjeu comme une menace existentielle, nécessitant des mesures d'urgence et justifiant des actions hors des limites normales de la procédure politique » (Gulmez, 2018, p.890).

Dans notre cas, « au moyen des « discours » des politiciens, des médias et du public, la migration pourrait être qualifiée de menace existentielle à la sécurité et à l'identité nationale » (Gulmez, 2018, p.890). Le problème n'est pas une menace à la base, mais celui-ci va être présenté comme s'il l'était. Tout d'abord, concernant la situation en Syrie, Erdoğan déclara que « peu importe ce qui se passe en Syrie, ce sera considéré comme les affaires de la Turquie » (Gulmez, 2018, p.892). Pour rappel, les deux pays sont devenus des « ennemis » lorsqu'un avion de guerre turc a été abattu par le régime Baas syrien. La Turquie défend ses frontières et son peuple contre une éventuelle menace venant de Syrie. Cette menace étant les réseaux terroristes tels que le PKK, une organisation terroriste tuant des milliers de civils depuis 1984 en Turquie, l'Etat islamique et etc. Le PKK et d'autres réseaux terroristes sont aussi basés en Irak, Iran et Turquie. Les principaux acteurs de cette crise sont la Russie, la Turquie, l'Union européenne, l'Iran, et les Etats-Unis. Par exemple, la Russie est un allié du gouvernement de Bachar al-Assad depuis le début de la guerre, tandis que la Turquie soutient l'armée syrienne libre contre le régime Assad (Gulmez, 2018).

Ensuite, la Turquie est un acteur très important puisqu'elle compte plus de 3 106 932 réfugiés syriens enregistrés (Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés), ce qui en fait le

pays d'accueil avec le plus grand nombre de réfugiés syriens au monde. Cependant, « *Les Syriens bénéficient d'un statut de protection temporaire, ce qui signifie qu'ils doivent survivre par leurs propres moyens dans les villes pendant qu'ils sont sous la tutelle de l'État turc. Le statut d'invité ou de « muhacir » signifie que les Syriens sont traités avec courtoisie et générosité par l'État turc et que le gouvernement turc n'a pas d'approche fondée sur les droits à l'égard des migrants syriens* » (Gulmez, 2018, p.892). En effet, l'AKP voit les Syriens comme des « frères » et non des réfugiés. D'ailleurs, le Président Erdoğan prononça un discours à Kilis, une ville frontalière de la Syrie. Son discours concernait les invités syriens (« muhacir »), terme utilisé pour ceux qui doivent migrer d'un endroit à un autre pour des raisons religieuses et sociales, y compris la sécurité de leur vie. Ceux qui les accueillent s'appellent Ensar, le terme qu'Erdoğan utilise pour calmer le peuple turc et prévenir la phobie syrienne. Erdoğan affirme qu'ils sont frères et sœurs, qu'ils croient tous en Dieu et que la Turquie est leur pays. C'est un devoir de les protéger, notamment un devoir aux yeux de l'Islam. En ce faisant, le gouvernement turc cherche à favoriser la libéralisation politique et la démocratisation dans les pays voisins, y compris la Syrie, comme stratégie politique (Gulmez, 2018).

De plus, l'AKP a également déployé un discours de « grand frère » au Moyen-Orient, étant du côté des opprimés et contre l'opprimeur. Nous voyons que « pour devenir une puissance régionale, le gouvernement turc s'est positionné comme une puissance régionale indépendante au Moyen-Orient, tirant sa force de l'identité musulmane commune et des relations économiques » (Gulmez, 2018, p.894). Erdoğan met donc en place ce qu'on appelle « une politique de porte ouverte » par rapport aux réfugiés syriens. Cependant, le peuple turc commence à s'inquiéter de plus en plus par rapport aux Syriens. Ils les considèrent comme une source de problèmes économiques et sociaux. Cette politique de porte ouverte est également critiquée puisqu'elle met en péril la sécurité nationale de l'État. Par exemple, avec les réfugiés, une myriade de terroristes (IS, PKK) sont entrés en Turquie (Gulmez, 2018). Ici, les discours politiques contribuent à voir les Syriens comme une menace sociale et politique, et développe un sentiment de xénophobie. Bien que l'AKP cherche à apaiser les tensions avec un discours des Frères Islamiques, les autres partis s'opposent aux Syriens. Les autres soutiennent les réfugiés entrants seulement si les Kurdes syriens sont protégés. Erdoğan a d'ailleurs déclaré que « la persistance de Syriens non contrôlés, c'est-à-dire pas placés dans des camps, constitue une menace pour l'économie, la sécurité et la vie morale de la population locale » (Gulmez, 2018, p.893). Tant qu'ils sont contrôlés, ils ne sont pas une menace, mais s'ils ne le sont pas, il

faut les considérer comme une menace. Or, nombreux sont les réfugiés syriens en Turquie sans papiers et non contrôlés. En ce qui concerne leur statut, il est important de noter qu'ils sont considérés comme des invités. Ce qui signifie qu'ils retourneront dans leur « territoire » une fois qu'une zone de sécurité sera créée (Gulmez, 2018).

Cette zone de sécurité se trouve à la frontière nord de la Syrie. Les réfugiés y seraient installés non seulement pour des raisons humanitaires mais aussi pour des objectifs de politique étrangère. Ils serviraient comme « tampon » pour les terroristes kurdes (« unités de protection du peuple ») soutenus par les Etats-Unis. Cela reviendrait à créer une zone tampon. La Turquie est plus concentrée sur l'élimination de l'effet des Etats-Unis au Moyen-Orient, en coopération avec l'Iran et la Russie. En effet, ces deux pays considèrent la présence des forces américaines et de ses proches alliés, YPG/PYD en Syrie, comme une menace. Nous voyons donc qu'une situation plus politique et sociale, c'est-à-dire l'immigration est maintenant associée avec le domaine de la sécurité. Cela devient un facteur important dans la mise en place de la politique étrangère, par rapport à la sécurité nationale du pays et le problème des réseaux terroristes (Gulmez, 2018).

Voici donc un exemple concret de ce que représente la « sécuritisation » de la politique étrangère. Sous le règne d'Erdoğan s'opère une « sécuritisation » de la politique étrangère turque. Cependant, si nous comparons les perspectives de la sécurité nationale sous Erdoğan avec la politique étrangère turque dans les années 1990, nous trouvons des continuités frappantes. Pendant la majeure partie des années 90, les efforts de lutte contre le terrorisme (PKK), et les relations troublées avec les voisins du Moyen-Orient, ont été deux des questions les plus urgentes du programme de politique étrangère de la Turquie. En 1998, par exemple, la Turquie et la Syrie sont au bord de la guerre pour avoir hébergé le leader du PKK Abdullah Ocalan. Plutôt que de simplement parler de « sécuritisation », nous pouvons parler d'une « re-sécuritisation » de la politique étrangère turque, ou d'un retour à une politique plus étroite axée sur les questions de sécurité nationale. Comme ce fut le cas en 1990. Nous voyons, qu'il y a un retour d'Erdoğan à la politique étrangère de 1990 (Haugom, 2019).

3.7. « Réorientation » de la politique étrangère turque ?

De plus, le style affirmé du Président Erdoğan contraste avec les années 2000 où l'accent était mis sur les négociations diplomatiques, et d'autres formes de « soft power » pour atteindre les objectifs de la politique étrangère. La perception de la diplomatie turque de Davutoğlu était à la fois militante et ambitieuse, mais pas affirmée et axée sur la puissance comme sous le régime

d'Erdoğan. Il y avait certes des opérations militaires mais la majorité était sous la tutelle de l'OTAN ou des Nations Unies. Certes, la Turquie a déjà montré sa détermination à agir unilatéralement, notamment à l'aide de force militaire quand ses intérêts nationaux fondamentaux étaient en jeu. Exemple, en 1974 les forces turques ont envahi et occupé le nord de Chypre dans une opération visant à empêcher les plans grecs d'annexion de l'Île. Cependant, ce style diplomatique affirmé ainsi que l'utilisation des moyens militaires sont devenus un instrument très courant dans la politique étrangère d'Erdoğan. Ce ne sont pas des mesures extraordinaires comme c'était auparavant le cas. De même, l'approche transactionnelle des relations n'est pas nouvelle. Par exemple, depuis la fin de la Guerre Froide, la coopération bilatérale entre la Turquie et la Russie se fait de cette manière-là. Cependant, ce qui est différent c'est que la Turquie semble adopter la même approche transactionnelle envers ses alliés occidentaux qu'envers la Russie. Ensuite, le concept de réciprocité n'est pas non plus totalement nouveau. Il y eut par le passé d'autres cas, notamment par rapport à l'OTAN. Néanmoins, la Turquie n'a pas eu l'habitude d'utiliser son veto pour obtenir des avantages ou exercer des pressions sur les partenaires de l'alliance en ce qui concerne des questions qui ne sont pas à l'ordre du jour de l'OTAN (Haugom, 2019).

De même, la recherche d'une autonomie stratégique n'est pas nécessairement nouvelle, mais sous Erdoğan, elle semble avoir franchi une étape supplémentaire. Nous pouvons le voir dans la volonté de la Turquie de conclure des alliances flexibles avec des adversaires d'antan (la Russie et l'Iran). Le but étant d'atteindre des objectifs de sécurité et de défense. Et ce, même si cela met en péril les relations établies avec les alliés occidentaux. En somme, les caractéristiques de la politique étrangère turque sous le régime d'Erdoğan représentent à la fois un changement et une continuité par rapport aux périodes précédentes. Le vrai changement est dans la façon dont ces caractéristiques sont combinées. En effet, l'accent mis sur la sécurité nationale repose sur des méthodes et des moyens affirmés. Il repose également sur une préférence pour des relations fondées sur les transactions et les intérêts, plutôt que sur les institutions et les valeurs. Il y a également la recherche d'alliances flexibles. La façon dont ces caractéristiques sont combinées dans la recherche d'une plus grande autonomie est donc une nouveauté. Il est discutable de savoir si cette configuration particulière de la politique étrangère turque implique également une réorientation ou une restructuration internationale. La recherche d'une plus grande autonomie stratégique au moyen d'alliances flexibles, parfois aussi au prix de relations établies avec les alliés occidentaux, peut être considérée comme un signe de restructuration. Cependant, il n'y a aucune indication concrète qu'Ankara quitte la communauté

euro-atlantique. Si la Turquie devait réorienter sa politique étrangère, ce serait probablement vers un alignement avec un ou plusieurs Etats non occidentaux. Une autre option serait une forme de non-alignement. Dans les deux cas, un signe concret de réorientation serait le désengagement turc de l'Otan (Haugom, 2019).

La Russie ou un groupe dont fait partie la Russie, paraît comme l'alternative la plus probable à l'OTAN pour la Turquie parce que la Russie est la seule puissance proche de la Turquie qui a la capacité de fournir des garanties de sécurité crédibles. Mais il y a peu de chances que la Turquie réoriente complètement sa politique étrangère. Tout d'abord, parce qu'il n'y a pas vraiment de communauté d'intérêts entre les deux pays. La Turquie et la Russie ont été des adversaires plutôt que des alliés tout au long de leur histoire moderne, et cela façonne encore la perception qu'ils ont l'un de l'autre. Les deux pays ont également des intérêts de sécurité divergents aujourd'hui. La deuxième raison est que la dépendance croissante de la Turquie à l'égard de la Russie dans d'autres domaines que la sécurité pose un risque. En effet, la coopération bilatérale entre les deux est inégale et biaisée en faveur de la Russie. La Russie est aujourd'hui le troisième marché d'exportation de la Turquie après la Chine et l'Allemagne, et fournit environ la moitié des besoins de la Turquie en gaz naturel. La coopération énergétique a récemment été étendue au domaine nucléaire avec la construction d'un réacteur. Cette dépendance croissante à l'égard de la Russie pour le commerce et l'énergie pourrait potentiellement se traduire par des pressions politiques exercées par Moscou sur la Turquie (Haugom, 2019).

Au contraire, la Turquie semble attachée à l'OTAN et a un rôle futur au sein de l'alliance. Dans des déclarations officielles, le gouvernement turc souligne l'importance continue de l'OTAN pour la sécurité de la Turquie et le soutien continu de la Turquie à l'alliance. La Turquie a également au moins trois raisons de rester à l'OTAN. La première concerne le prestige national et les ambitions historiques. Grâce à l'OTAN, la Turquie fait partie de la communauté transatlantique ou, à un niveau plus abstrait, de « l'Occident ». La modernisation et l'occidentalisation ont été un objectif central depuis la fondation de la République turque en 1923, et un retrait de l'OTAN, le lien le plus important entre la Turquie et l'Occident, signifierait un recul important par rapport à cette ambition à long terme. L'adhésion à l'OTAN donne également à la Turquie une influence sur la politique internationale que le pays n'aurait pas autrement. La troisième et la plus importante raison est la sécurité. Malgré de nombreux changements dans l'environnement international et régional depuis la fin de la guerre froide,

les intérêts de la Turquie et de l'OTAN convergent en ce qui concerne la Russie, ainsi que dans la lutte contre le terrorisme international et l'instabilité régionale (Haugom, 2019). Bien que l'appartenance de la Turquie à l'OTAN soit remise en cause, les membres de l'alliance ainsi que la Turquie écartent quand même la perspective d'un « turkish-exit » (Mongrenier, 2020).

En outre, le non-alignement n'est pas susceptible de donner à la Turquie le même type de garanties de sécurité que l'OTAN est en mesure de fournir. Le changement de politique étrangère sous Erdoğan ne semble pas annoncer un changement dans l'orientation internationale de la Turquie vers un réalignement ou un non-alignement. La politique étrangère d'Erdoğan est peut-être mieux comprise comme le résultat de la montée de la confiance en soi et de l'indépendance de la Turquie vis-à-vis de l'Occident. Depuis la fin de la guerre froide, la vision de la politique étrangère de la Turquie comporte un fort élément d'autoréalisation. Sous Erdoğan, cet élément a été lié à une politique étrangère réaliste. La Turquie agit donc de plus en plus seule pour assurer ce qu'elle perçoit comme des intérêts nationaux fondamentaux, même si cela signifie défier les alliés occidentaux. Cela fait sans aucun doute de la Turquie un partenaire plus difficile pour les États-Unis et l'Europe, mais cela ne signifie pas en soi une réorientation plus fondamentale de la politique étrangère turque loin de l'Occident (Haugom, 2019).

3.8. La Turquie : une puissance émergente qui n'a pas les moyens de ses ambitions ?

Pour finir, nous allons nous concentrer sur la Turquie en tant que puissance émergente et ses ambitions en tant que telles. Nous aborderons également l'engagement en Libye de la Turquie, ainsi que son engagement en Méditerranée orientale. Comme nous avons pu le voir récemment, en 2020, la Turquie adopte une posture de plus en plus agressive sur la crise libyenne et sur les enjeux énergétiques en Méditerranée orientale. Bien que la diplomatie turque ait l'air agressive, elle « repose en réalité sur une doctrine stratégique et un objectif clair : faire de la Turquie une puissance régionale majeure et un Etat pleinement souverain dont la conduite n'est dictée que par ses intérêts nationaux » (Jabbour, 2020, p. 99). Nous pouvons associer la Turquie à une puissance émergente en quête de statut. En effet, pour rappel, l'expansionnisme turc sous l'AKP et sous le règne du président Erdoğan, est souvent associé à une diplomatie « néo-ottomane ». Cette diplomatie viserait à restaurer la grandeur ottomane de la Turquie et à reconstituer une sphère d'influence dans les territoires auparavant ottomans. Elle donne également une impression d'une rupture de la Turquie avec l'Occident. Mais comme nous avons pu le voir,

c'est en réalité plus complexe (Jabbour, 2020). Cependant, au vu de nos précédents arguments, le terme de « gaullisme turc » est plus approprié.

Tout d'abord, c'est au 20^e s que la Turquie est considérée comme une puissance moyenne émergente. *« Elle mène donc une diplomatie de puissance émergente caractérisée par une affirmation de soi aigüe, une quête de statut à l'échelle internationale, et un désir d'indépendance et d'autonomie dans la conduite de ses relations internationales »* (Jabbour, 2020, p. 100). Étant une puissance émergente, la Turquie cherche à diversifier ses relations, son réseau de partenariats et d'alliances. L'objectif de cette démarche est de maximiser ses intérêts dans un monde dit multipolaire. Par ce rapprochement avec ces acteurs « antagoniques », concurrents (UE/Russie, Iran/Israël, OTAN/Russie/Iran), la Turquie cherche à devenir un acteur incontournable des relations internationales. De même, en adoptant une posture proactive, en s'affirmant comme puissance régionale au Moyen-Orient (région clé pour les équilibres géopolitiques mondiaux), la Turquie cherche à augmenter son poids sur la scène internationale. Elle veut devenir un Etat-pivot et un acteur clé de la gouvernance mondiale. Par Etat-pivot, nous voulons dire un Etat important politiquement et économiquement dans sa région (Jabbour, 2020). *« En ce sens, le Moyen-Orient est conçu de façon instrumentale comme une zone d'influence, une arrière-cour et un tremplin, nécessaires pour l'affirmation de la Turquie comme une puissance sur la scène internationale »* (Jabbour, 2020, p. 100).

Cela nous renvoie à deux métaphores de la diplomatie turque. La métaphore du tir à l'arc qui consiste à dire *« qu'il faut concevoir notre politique au Moyen-Orient à travers la métaphore du tir à l'arc ; plus nous tirons fort au Moyen-Orient et plus loin nous atterrissons en Europe »* (Jabbour, 2020, p. 100). La métaphore des cercles concentriques qui explique que *« la Turquie déploie sa stratégie de puissance d'abord dans un premier cercle – le Moyen-Orient – pour rayonner, à partir de là, en Europe et dans le monde »* (Jabbour, 2020, p. 100). La diplomatie régionale est fort liée à la dimension globale. La politique arabe de la Turquie coïncide fort avec la quête de statut et de puissance à l'échelle mondiale (Jabbour, 2020).

L'autre objectif stratégique de la Turquie consiste à faire d'elle, un carrefour énergétique en Méditerranée. Cette dimension permet de mieux comprendre le comportement de la Turquie sur la scène régionale et internationale. En effet, la Turquie connaît une importante croissance de sa demande énergétique (7 à 8 % par an), or elle ne dispose pas de beaucoup de ressources (Jabbour, 2020). Elle importe énormément, de la Russie et l'Iran. Elle est donc fort dépendante de ces deux acteurs. Sachant cela, la Turquie doit *« d'une part assurer la sécurité énergétique du pays en diversifiant les sources d'importations et en tissant de bonnes relations avec les »*

voisins riches en hydrocarbures (Irak, Qatar, Azerbaïdjan) ; d'autre part renforcer le positionnement de la Turquie en Méditerranée orientale, de façon à permettre au pays d'exploiter les nouvelles ressources d'hydrocarbures qui y sont découvertes » (Jabbour, 2020, p. 101). Nous comprenons mieux l'activisme diplomatico-militaire de la Turquie en Libye et en Méditerranée orientale. L'engagement en Libye peut être vu comme une contrepartie de l'influence perdue en Syrie. Il peut aussi être perçu comme un instrument pour satisfaire les ambitions énergétiques de la Turquie (Jabbour, 2020).

C'est en avril 2019 que le président Erdoğan s'aventure en Libye. Il justifie cela en évoquant la mémoire de l'Empire ottoman, et en disant « ces terres où nos ancêtres ont marqué l'histoire » (Jabbour, 2020, p. 99). Ces terres faisant référence à la Libye. Le président va aider le Gouvernement d'accord national (GAN) du Premier ministre Fayez Al-Sarraj. La Turquie rentre dans le conflit en fournissant une aide militaire au gouvernement de Tripoli. La Turquie envoie des mercenaires syriens en Libye, en retour Erdoğan leur promet la nationalité turque. Il fournit également des armes, véhicules, drones... aux forces de Sarraj pour contrer les forces du maréchal Khalifa Haftar, soutenu par les mercenaires russes du groupe Wagner. En août 2020, un centre de commandement commun à l'armée turque et aux services secrets turcs (MIT) est installé à Tripoli. Le soutien de la Turquie a permis de renverser le rapport de force. Le maréchal Khalifa Haftar et ses alliés ont dû battre en retraite. Derrière cette implication politique et militaire en Libye, se trouvent des motivations d'ordre géostratégique et économique (Jabbour, 2020).

Premièrement, plusieurs entreprises de construction turques se trouvent en Libye. Avec la déstabilisation du pays et la guerre, les contrats des entreprises ont été annulés. En aidant la Libye, la Turquie espère rétablir un minimum de stabilité afin que ces entreprises turques puissent poursuivre leurs affaires. Mission accomplie, en août 2020, la Turquie et le GAN signent un accord pour consolider leurs relations commerciales et économiques. « Cet accord vise à ouvrir la voie à de nouveaux investissements turcs en Libye, permettant aux entreprises turques d'entreprendre de nouveaux projets dans le pays » (Jabbour, 2020, p. 102). Deuxièmement, la Turquie s'engage également en Libye pour satisfaire ses ambitions énergétiques en Méditerranée orientale. En effet, en novembre 2019, un accord bilatéral est mis en place avec la Libye. Il consiste à délimiter les frontières maritimes des deux pays. Il va avoir un impact important en Méditerranée orientale. Auparavant, la Grèce, Chypre, l'Égypte et Israël avaient défini leur zone de juridiction maritime (espaces maritimes sous souveraineté ou juridiction des États côtiers) sans négociation avec la Turquie, et de façon unilatérale. Cette

zone de juridiction maritime (ou zone économique exclusive – ZEE) accorde des licences aux compagnies internationales pour l'exploitation des ressources d'hydrocarbures auprès des côtes des pays concernés. L'objectif de ces pays étant de confiner la Turquie dans une zone limitée de la Méditerranée. L'accord entre la Turquie et la Libye a donc permis de sortir la Turquie de son isolement. Elle permet à la Turquie de faire valoir ses droits sur d'importantes zones en Méditerranée, également convoitées par la Grèce, Chypre, et l'Egypte (Jabbour, 2020).

De plus, derrière cette intervention turque se cache également une volonté de la Turquie de réaffirmer sa puissance après une relative perte d'influence dans la région. La principale raison étant la crise syrienne. La Turquie s'est retrouvée isolée en Syrie, et plus largement dans la région. La crise libyenne a été une opportunité pour la Turquie de réaffirmer ses ambitions de leader régional. Il y a également depuis des années, une rivalité pour le leadership du monde arabo-musulman entre la Turquie, l'Egypte, l'Arabie Saoudite, et les Emirats arabes unis. *« Cette rivalité trouve en Libye son nouveau territoire d'expression : en se positionnant contre les forces du maréchal Haftar appuyées par l'Egypte, l'Arabie saoudite, et les Emirats arabes unies, et en renvoyant des supplétifs syriens se battre aux côtés du GAN à Tripoli, Ankara mène une guerre par procuration contre l'axe émirato-saoudo-égyptien dans la perspective d'étendre son influence et réaffirmer son statut de puissance régionale »* (Jabbour, 2020, p. 103). Concernant les ressources énergétiques en Méditerranée orientale, la Turquie adopte une posture déterminée et agressive. Elle s'est notamment lancée dans des manœuvres militaires en Méditerranée orientale. Elle a déployé un navire de recherche sismique (Oruç Reis) dans une zone revendiquée par la Grèce. Nous pouvons y voir le refus d'abandonner son « bras de fer » avec la Grèce, l'Egypte, et Chypre. Ce qui provoqua de nouvelles tensions (Jabbour, 2020).

Cette posture de la Turquie s'explique car elle considère qu'elle a le droit de réclamer une répartition plus juste des ressources en Méditerranée orientale. En effet, la Turquie possède la plus longue façade maritime de tous les pays bordant la Méditerranée. Elle refuse d'accepter cette délimitation (Jabbour, 2020). Elle fut également exclue du Forum du gaz de la Méditerranée orientale qui a réuni les autres pays de la région. En effet, en janvier 2019, Chypre, l'Egypte, la Jordanie, l'Autorité palestinienne, Israël, la Grèce, et l'Italie se réunissent au sein du Forum du gaz de la Méditerranée orientale. Cette organisation veille au respect du droit international dans la gestion des ressources gazières de chaque pays membre (Velilla, 2020). En refusant cette délimitation, la Turquie montre qu'elle ne peut pas être ignorée. Mais surtout, qu'aucune répartition des ressources de la région ne peut se faire sans elle. Erdoğan veut

convaincre ses adversaires d'arriver à un accord politique sur la répartition des ressources, notamment à l'aide du « hard power » (moyens militaires notamment) (Jabbour, 2020). *« Il s'agit pour la Turquie d'user de son hard power pour affirmer son statut de puissance et obtenir de tous la reconnaissance de ses intérêts. En ce sens, l'escalade des tensions en Méditerranée ne risque pas de mener à une confrontation ouverte : dans son bras de fer avec ses adversaires, la Turquie saura, comme à maintes reprises par le passé, faire preuve de « pragmatisme de dernière minute ». Une fois les limites de ses adversaires testées, Ankara poussera dans le sens de la négociation et d'une résolution politique de la crise »* (Jabbour, 2020, p. 105). Même si Erdoğan possède un ton ferme et agressif, il privilégiera la négociation. Après avoir bien sûr, testé les limites de ses partenaires/adversaires. Ensuite, derrière cet activisme turc nous voyons aussi des motivations de politique intérieure. Pour rappel, la politique étrangère et intérieure sont fortement liées. Cet engagement dans la région, plus largement à l'international, cherche avant tout à renforcer le pouvoir interne du président Erdoğan. En effet, le président tente de « conforter son pouvoir en détournant l'attention de l'électorat des problèmes de politique intérieure vers les enjeux de politique extérieure » (Jabbour, 2020, p. 105).

De plus, Erdoğan mobilise également une politique de complot. La Turquie serait attaquée de tous les côtés par ses adversaires. Leur but étant de freiner sa montée en puissance. Erdoğan développe le sentiment nationaliste déjà présent, remobilise sa base électorale. « Hantés par le « syndrome de Sèvres » et convaincus d'être entourés d'ennemis, les Turcs se rallient à Erdoğan, vu comme un leader souverainiste et puissant, capable de défendre les intérêts de la Turquie face aux puissances « impérialistes » (Jabbour, 2020, p. 105). L'électorat voit en Erdoğan un leader ferme, courageux qui ose tenir tête à l'Occident. Celui-ci dans un mouvement de revanche sur l'histoire, redonne à la Turquie sa place « naturelle » de puissance régionale. *« Cette instrumentalisation de la politique étrangère à des fins de politique intérieure intervient à l'approche des élections présidentielles de 2023 – une échéance qui obsède le président Erdoğan et son parti car elle coïncide avec le centenaire de la fondation de la République turque »* (Jabbour, 2020, p. 106). « Erdoğan voit dans les présidentielles de 2023 l'occasion de s'ériger en « nouveau père » de la Turquie moderne, en père d'une « nouvelle » Turquie qu'il aurait contribué à remodeler » (Jabbour, 2020, p. 106).

3.9. Limites de l'activisme régional turc :

Après avoir résumé l'activisme régional turc, nous allons maintenant aborder ses limites. Cet activisme ne peut être durable sur le long terme. Tout d'abord, la Turquie se déploie sur

plusieurs fronts (Irak, Libye, Méditerranée orientale, Syrie). Nous sommes face à une situation de « surextension ». Cette situation est difficile à maintenir et peut par ailleurs, se retourner contre la Turquie. La Turquie étant active sur de trop nombreux terrains, elle risque de ne plus être totalement efficace sur aucun. Par exemple, en Libye, la Turquie joue à un jeu qu'elle ne maîtrise pas entièrement. Celui des guerres asymétriques et par procuration. Elle est plus habituée à des guerres « conventionnelles ». Elle a fait sa première expérience de guerre par procuration en Syrie en se servant des groupes djihadistes contre le régime Assad et les combattants du PYD/YPG (organisations kurdes présentes en Syrie). C'est-à-dire que la Turquie se sert d'acteurs intermédiaires pour affronter le régime Assad et les combattants du PYD/YPG. Nous avons également vu qu'elle applique ce concept de guerre par procuration en envoyant des supplétifs syriens se battre en Libye. L'expérience de la Turquie à ce sujet étant limitée, il peut à tout moment se retourner contre elle (Jabbour, 2020).

Ensuite, la politique étrangère turque manque de vision stratégique sur le long terme. Certes, la Turquie a adopté une posture proactive, mais ne semble pas avoir bien défini ses objectifs stratégiques sur chacun des terrains où elle s'engage. Nous remarquons plus que la Turquie instrumentalise la politique étrangère au service de la politique intérieure. Elle ne se soucie pas non plus des conséquences de ses aventures extérieures sur le long terme (Jabbour, 2020). Plus généralement, la Turquie fait face à un problème des puissances émergentes. C'est-à-dire « le décalage entre ses ambitions et ses ressources et capacités réelles » (Jabbour, 2020, p. 107). Ses ressources et ses moyens restent limités. « En ce sens, elle ne peut pas s'imposer par la force, ni agir seule : en tant que puissance moyenne, elle est contrainte à emprunter la voie du multilatéralisme et à négocier avec les autres acteurs du système international sa place et son rôle dans la gouvernance régionale et mondiale » (Jabbour, 2020, p. 107).

3.10. Les trois constats de la politique étrangère turque du président Erdoğan :

Finalement, nous résumerons ici les trois principaux constats de la politique étrangère turque. Premièrement, sous le règne de l'AKP et du président Erdoğan, une « nouvelle Turquie » est née. Elle est déterminée à « s'affirmer comme puissance sur la scène internationale et à s'imposer comme acteur autonome et souverain dont la conduite n'est dictée que par la poursuite de ses intérêts nationaux » (Jabbour, 2020, p. 107). De plus, tant que les autres puissances ne lui donnent pas la reconnaissance recherchée, la Turquie s'engagera dans une politique de « nuisance » et adoptera une posture agressive. Comme nous avons pu le voir, elle utilise le « hard power » pour que l'on respecte ses intérêts stratégiques, et pour montrer qu'elle est un acteur important, avec qui, « les grandes puissances » doivent apprendre à fonctionner.

Erdoğan affirme d'ailleurs : « Nous ne laisserons aucun pays nous spolier de nos droits » (Jabbour, 2020, p. 107). Deuxièmement, nous voyons une autonomisation de la Turquie sur la scène internationale, et non un changement d'axe de la politique étrangère turque. Cela étant caractéristique à une « diplomatie de puissance émergente ». Cette diplomatie est volatile et flexible. *« Elle se réinvente sans cesse pour accompagner les évolutions de la scène internationale, maîtrise l'art du grand écart, diversifie ses relations, et élargit le réseau de ses partenaires pour faire du pays un acteur « pivot » de la scène internationale »* (Jabbour, 2020, p. 108).

La Turquie n'abandonne pas son rêve européen. Elle ne compte pas non plus sortir de l'OTAN. « Le rapprochement avec Moscou ou Téhéran n'est que tactique, vise à satisfaire les intérêts à court terme d'Ankara tout en faisant pression sur l'UE et l'OTAN pour qu'elles reconnaissent le nouveau statut de « puissance » de la Turquie » (Jabbour, 2020, p. 108). Troisième constat de la politique étrangère turque. Depuis 2018, nous voyons une personnalisation de la politique étrangère turque. La politique est incarnée, personnifiée par le président. Il la prend en « otage ». Cependant, la vision des relations internationales d'Erdoğan est assez particulière. Il conçoit celles-ci « comme un rapport de forces et un bras de fer personnel entre chefs d'États souverains » (Jabbour, 2020, p. 108).

Mais, comme nous avons pu le voir dans la première partie de notre mémoire, il reste un politicien réaliste qui agit avec pragmatisme, et qui évolue au gré des circonstances. *« Après avoir montré les muscles pour imposer la volonté de son pays, il a toujours su dans le passé faire triompher la voix de la raison, en faisant marche arrière par rapport à ses dérapages verbaux et en privilégiant la voie de la négociation politique sur celle de la guerre ouverte »* (Jabbour, 2020, p. 108). Cela correspond bien aux personnalités et aux diverses caractéristiques, comme la négociation, que nous lui avons attribué dans la première partie de notre mémoire. Maintenant, il nous reste à savoir si Erdoğan continuera à agir ainsi ; c'est-à-dire « à agir avec réalisme en maintenant cet équilibre délicat entre confrontation verbale, menace de recours au hard power, et « pragmatisme de dernière minute ». Faute de quoi, il pourrait embarquer la Turquie dans des aventures dont elle n'aurait pas les moyens de sortir vainqueur... » (Jabbour, 2020, p. 108).

4. Conclusion :

En conclusion, au cours de notre mémoire nous avons essayé de répondre à la question : « Quels sont les changements qui se sont déroulés dans la politique étrangère de la Turquie sous le régime du président Recep Tayyip Erdoğan ? ». Notre hypothèse était : « La politique étrangère turque sous le régime du président Recep Tayyip Erdoğan a subi une réorientation. Elle est maintenant plus orientée vers les pays non occidentaux, en contrepartie, elle s'éloigne de ses alliés occidentaux ». Afin de répondre à cette question, nous avons d'abord analysé le président Recep Tayyip Erdoğan. Nous avons d'abord établi une esquisse d'éléments de biographie de celui-ci. Nous avons expliqué son passé et mis en avant les personnes qui l'ont influencé pendant son enfance. Ces personnes étant son père, et son grand-père. Nous avons également abordé l'importance de la mer Noire pour le président Erdoğan. Nous avons également développé son parcours politique. Nous sommes notamment revenus sur le coup d'Etat de juillet 2016, et l'impact qu'il a eu sur la population. Nous voyons qu'il a renforcé le soutien du peuple au président. Ensuite, nous avons expliqué le rapport d'Erdoğan avec la démocratie. Il décrit principalement celle-ci comme étant un but, et non un moyen. « La démocratie est comme un tramway. Quand on est arrivé au terminus, on en descend » (Perrier, 2018, p.50).

Par la suite, nous avons expliqué la « phase européenne », lorsqu'il était encore fort concentré sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Puis, nous nous sommes concentrés sur son éloignement de l'UE à la suite du rejet du plan Annan, ainsi que l'eurocentrisme du peuple turc. L'objectif du plan Annan étant de réunir les deux communautés chypriotes, grecque et turque, en une République. Nous avons aussi abordé le mouvement du Milli Görüs et son fondateur, Necmettin Erbakan. Nous avons remarqué qu'Erdoğan revenait dès à présent aux enseignements de ce mouvement. Le mouvement Milli Görüs sous Erbakan envisage implicitement la création d'un Etat islamique, et vise l'islamisation de la société turque. Le président est fort marqué par cet islamisme turc très nationaliste. Puis, nous avons comparé la politique étrangère d'Erdoğan et d'Ahmet Davutoğlu en tant que Ministre des Affaires étrangères d'Erdoğan. Nous voyons qu'Erdoğan passe d'une « politique de voisinage » à une grande stratégie moyen-orientale, en particulier, arabe (Perrier, 2018, p.170). La politique étrangère se concentre dès à présent sur les intérêts de la Turquie, et non uniquement sur son « voisinage ». Nous avons aussi évoqué le concept de « néo-ottomanisme » et le fait que le président veut revenir à la gloire de l'Empire Ottoman. Il revient également sur des symboles propres à l'époque ottomane. Par exemple, dans l'architecture des mosquées, dans les costumes

des soldats, etc. Ensuite, nous avons mis en rapport le président Erdoğan et Mustafa Kemal. Pour finir, dans cette partie, nous avons analysé ses traits de personnalité afin de mieux comprendre sa personnalité, et de la comparer à d'autres dirigeants. Il peut être vu comme un expansionniste. Il a tendance à se concentrer sur l'expansion de son contrôle sur le gouvernement du pays, et de l'Etat en général. Il peut être également comparé à une personnalité dite activement-indépendante. Ce type de personnalité a tendance à se concentrer sur le maintien du contrôle sur le gouvernement, et sur son indépendance. Nous voyons donc qu'Erdoğan est plus orienté tâches et vers la résolution de problèmes. Il est également considéré comme étant ouvert ou fermé à l'information, cela dépend de la situation. Il pourrait également correspondre à la catégorie évangéliste où le dirigeant a comme objectif de persuader les autres de rejoindre sa « mission », de mobiliser les autres autour d'un message. Le Président Erdoğan cherche également à mobiliser son peuple, à mobiliser des personnes autour de l'Islam. Mais également dans la mission de rendre la gloire d'antan à la Turquie, de revenir à son passé glorieux.

Il peut aussi être associé au type C (optimiste) et type DEF (pessimiste). D'un côté, appartenant à la catégorie type C, il est comparé à quelqu'un d'optimiste mais qui est pessimiste quant à la réalisation de ces objectifs. Il considère qu'il est possible de réaliser ses objectifs si le système international change. Celui-ci peut-être modifié en établissant des accords, en « travaillant » avec d'autres acteurs, tout en mettant en avant ses intérêts. En ce qui concerne le type DEF, il appartient à une catégorie plus pessimiste. Ici, une des sources de conflit est la nature humaine, l'environnement extérieur et le fait qu'il soit anarchique. Erdoğan analyse aussi beaucoup les rapports de force des autres puissances. Il est important de savoir qui mène le « jeu international ». Il peut également recourir à des moyens militaires. Nous pouvons donc plus le voir comme un dirigeant pessimiste mais qui est optimiste pour gérer son environnement extérieur et sauvegarder ses intérêts. Le but de ces cadres théoriques étant de mieux comprendre les traits de personnalité du président d'Erdoğan, et d'essayer de le classer dans une catégorie afin de comprendre le type de dirigeant qu'il est. Cependant, cela reste un point de vue théorique.

Dans la deuxième partie de notre mémoire, nous avons analysé la politique étrangère de la Turquie. Premièrement, nous avons décrit l'environnement extérieur de la Turquie. Nous avons remarqué qu'au cours des dernières années, il y a eu une importante dégradation des conditions de son « voisinage », printemps arabe, ère post Guerre Froide, etc. Ce qui le rend moins

prévisible qu'auparavant. Cela a créé des défis pour la Turquie, mais également des opportunités. Ces principaux changements qui se sont déroulés dans l'environnement extérieur de la Turquie sont : les changements au sein du Moyen-Orient, le « nationalisme russe affirmé », les crises au sein de l'Union Européenne, la montée en puissance du nationalisme et du populisme, la montée en puissance de la Chine, les changements dans l'environnement énergétique, et, les changements dans l'administration américaine. Ensuite, nous avons expliqué le concept d'« awkward power ». Ce concept a été développé pour les puissances qui ne rentrent pas dans une des catégories suivantes, petite puissance, moyenne puissance, ou grande puissance. Il est possible de les classer dans les catégories mais certains critères ne sont pas parfaitement respectés. Ces « awkward power » ont un niveau de pouvoir et d'influence important. Du point de vue de la puissance nationale, leur force (capacités militaires et économiques, et dans certains cas aussi l'énergie nucléaire) révèle que leur exclusion des grandes catégories de pouvoir entraîne une vision partielle et déformée du système international actuel. La Turquie étant classiquement considérée comme une puissance moyenne. Il est plus difficile de deviner comment ces puissances se comportent. Elles ne se comportent pas comme une puissance moyenne ou une grande puissance devrait se comporter. Dans le cas de la Turquie, il est difficile de prévoir son comportement, elle est également développée dans plusieurs domaines mais dans d'autres c'est moins le cas. La Turquie peut aussi être comparée à une « awkward power ».

Puis, nous avons cherché à savoir si la politique étrangère turque avait un changement de direction. Il semble que depuis l'arrivée d'Erdoğan à la présidence en 2014, la politique étrangère de la Turquie a eu un changement de direction. Et ce, en particulier depuis le coup d'Etat de juillet 2016. En effet, divers changements comme le rapprochement entre la Turquie et les puissances orientales, plus précisément, un rapprochement avec la Russie. Par conséquent, la Turquie s'est éloignée de ses alliés occidentaux. La Turquie a également adopté un rôle plus proactif et agit également de façon plus indépendante au sein du Moyen-Orient. Pour nous aider dans notre analyse, nous avons utilisé la typologie de Charles K. Hermann. Il distingue 4 niveaux de changement de la politique étrangère. Grâce à celle-ci, nous voyons qu'il y a des changements dans les efforts et/ou la portée de la politique étrangère. Erdoğan a lui, concentré sa politique étrangère sur la sécurité nationale. Les moyens et les méthodes utilisés pour poursuivre la politique étrangère subissent aussi des changements. Sous Erdoğan, les moyens et méthodes utilisés sont plus fermes, directs. Il y a également une préférence pour entretenir des relations « transactionnelles ». L'objectif de la politique étrangère est différent.

Sous le régime d'Erdoğan, le but de la politique étrangère est d'avoir plus d'autonomie stratégique. Pour y arriver, il met en place des alliances avec divers Etats, sur différentes questions, pour atteindre des objectifs précis en matière de politique étrangère. Ensuite, le dernier changement correspond à une « restructuration », réorientation de la politique étrangère. C'est le changement le plus radical. D'une certaine façon, toute la politique étrangère est réajustée, restructurée. Certes, il y a eu des modifications importantes, mais le terme « restructuration » est peut-être trop important pour la Turquie. S'il s'agissait de ce type de changement, nous nous attendrions, par exemple, à voir un désengagement turc de l'Ouest (c'est-à-dire, l'OTAN) en faveur d'un réalignement avec les puissances non occidentales, ou de non-alignement. Ce qui pour l'instant n'est pas vraiment le cas.

Par après, nous avons abordé le « gaullisme turque » du président Erdoğan. Celui-ci se concentre sur la sécurité nationale. Le ton employé dans la politique étrangère peut aussi être identifié comme menaçant, mais en général, c'est plus dans la provocation. Il est également caractérisé par l'utilisation de moyens militaires. Il se caractérise aussi par une préférence pour une politique étrangère transactionnelle, c'est-à-dire une politique étrangère décidée plus par des intérêts et des opportunités concomitantes que par l'affiliation à certaines institutions ou communautés d'Etats. Un autre élément du « gaullisme turque » concerne la quête pour une plus grande autonomie stratégique dans ses relations avec le monde extérieur. Par autonomie stratégique, nous voulons dire : « La capacité d'un pays à déterminer de manière indépendante, sans influence ni contrainte extérieures, sa propre politique sur la scène internationale » (Ülgen, 2023, P.25). Cette quête d'autonomie de la Turquie est caractérisée par une ouverture à des partenaires non occidentaux.

Ensuite, nous avons relevé les facteurs de changements de la politique étrangère du président Erdoğan. Ceux-ci étant : la dégradation de l'environnement de sécurité régional et intérieur de la Turquie, la concentration du pouvoir exécutif dans les mains du Président Erdoğan, et les changements dans la circonscription du gouvernement. Nous avons aussi développé la « sécuritisation » de la politique étrangère turque. Les questions qui étaient auparavant définies comme politiques sont déplacées dans le domaine de la sécurité, légitimant ainsi l'application de moyens extraordinaires pour les gérer. Nous avons notamment pris l'exemple de la crise des réfugiés syriens pour expliquer le concept. Puis, nous nous sommes concentrés sur l'existence d'une réorientation de la politique étrangère. Pour cela nous nous sommes concentrés sur les caractères de la politique étrangère d'Erdoğan. C'est-à-dire le style politique affirmé, l'utilisation plus courante des moyens militaires, l'approche transactionnelle des relations, et la

recherche d'une autonomie stratégique. Toutes ces caractéristiques sont certes des changements, mais ils ne sont pas nécessairement nouveaux. Pour finir, nous avons expliqué le fait que la Turquie soit une puissance émergente en quête de statut. Ce faisant, son objectif est de faire de la Turquie une puissance régionale majeure et un Etat pleinement souverain dont la conduite n'est dictée que par ses intérêts nationaux » (Jabbour, 2020, p. 99).

Pour finir, dans la dernière partie nous avons expliqué les limites de l'activisme turc et les 3 constats de la politique étrangère turque. Premièrement, l'activisme turc ne peut être durable sur le long terme. Tout d'abord, la Turquie se déploie sur plusieurs fronts (Irak, Libye, Méditerranée orientale, Syrie). Nous sommes face à une situation de « surextension ». Ensuite, la politique étrangère turque manque de vision stratégique sur le long terme. Certes, la Turquie a adopté une posture proactive, mais ne semble pas avoir bien défini ses objectifs stratégiques sur chacun des terrains où elle s'engage. Plus généralement, la Turquie fait face à un problème des puissances émergentes. C'est-à-dire « le décalage entre ses ambitions et ses ressources et capacités réelles » (Jabbour, 2020, p. 107). Les 3 constats de la politique étrangère turque sont les suivants. Premier constat, la Turquie est déterminée à « s'affirmer comme puissance sur la scène internationale et à s'imposer comme acteur autonome et souverain dont la conduite n'est dictée que par la poursuite de ses intérêts nationaux » (Jabbour, 2020, p. 107). De plus, tant que les autres puissances ne lui donnent pas la reconnaissance recherchée, la Turquie s'engagera dans une politique de « nuisance » et adoptera une posture agressive. Deuxième constat, il y a une autonomisation de la Turquie sur la scène internationale, et non un changement d'axe de la politique étrangère turque. Troisième constat, la politique étrangère est incarnée, personnifiée par le président. Il la prend en « otage ».

À notre question : « Quels sont les changements qui se sont déroulés dans la politique étrangère de la Turquie sous le régime du président Recep Tayyip Erdoğan ? », nous répondons les affirmations suivantes. Nous voyons que les caractéristiques de la politique étrangère turque sous le régime d'Erdoğan représentent à la fois un changement et une continuité par rapport aux périodes précédentes. Nous voyons, qu'il y a un retour d'Erdoğan à la politique étrangère de 1990. Le vrai changement est dans la façon dont ces caractéristiques sont combinées. En effet, l'accent mis sur la sécurité nationale repose sur des méthodes et des moyens affirmés. Il repose également sur une préférence pour des relations fondées sur les transactions et les intérêts, plutôt que sur les institutions et les valeurs. Il y a également la recherche d'alliances flexibles. La façon dont ces caractéristiques sont combinées dans la recherche d'une plus grande

autonomie est donc une nouveauté. Il est discutable de savoir si cette configuration particulière de la politique étrangère turque implique également une réorientation ou une restructuration internationale. La recherche d'une plus grande autonomie stratégique au moyen d'alliances flexibles, parfois aussi au prix de relations établies avec les alliés occidentaux, peut être considérée comme un signe de restructuration, de réorientation. Cependant, il n'y a aucune indication concrète qu'Ankara quitte la communauté euro-atlantique. Notre hypothèse « la politique étrangère turque sous le régime du président Recep Tayyip Erdoğan a subi une réorientation. Elle est maintenant plus orientée vers les pays non occidentaux, en contrepartie, elle s'éloigne de ses alliés occidentaux » n'est donc pas correcte. Certes, il y a eu des changements, notamment dans le fait que la Turquie s'est rapprochée de puissances non occidentales. Mais, nous voyons que la politique étrangère du président Recep Tayyip Erdoğan se trouve plus dans la continuité de la politique étrangère de 1990. Il y a un certain retour à cette politique, et non une véritable réorientation, restructuration de la politique étrangère turque.

Annexe :

Tableau : personnalités des dirigeants :

Leaders' orientation toward constraints	Openness toward information	Motivation	
		Problem/ task	Relationship
Constraints challenger	Closed	<i>Recep Tayyip Erdoğan*</i> Expansionistic Focus of attention is on expanding leader's, government's, and state's span of control.	<i>Necmettin Erbakan</i> <i>Süleyman Demirel*</i> Evangelistic Focus of attention is on persuading others to join in one's mission, in mobilizing others around one's message.
Constraints challenger	Open	<i>Turgut Özal</i> <i>Bülent Ecevit</i> <i>Recep Tayyip Erdoğan*</i> Actively-independent Focus of attention is on maintaining one's own and the government's maneuverability and independence in a world that is perceived to continually try to limit both.	<i>Süleyman Demirel*</i> Directive Focus of attention is on maintaining one's own and the government's status and acceptance by others by engaging in actions on the world stage that enhance the state's reputation.
Constraints respecter	Closed	<i>Abdullah Gül*</i> Incremental Focus of attention is on improving state's economy and/or security in incremental steps while avoiding the obstacles that will inevitably arise along the way.	Influential Focus of attention is on building cooperative relationships with other governments and states in order to play a leadership role; by working with others, one can gain more than is possible on one's own.
Constraints respecter	Open	<i>Abdullah Gül*</i> Opportunistic Focus of attention is on assessing what is possible in the current situation and context given what one wants to achieve and considering what important constituencies will allow.	Collegial Focus of attention is on reconciling differences and building consensus – on gaining prestige and status through empowering others and sharing accountability.

(Çuhadar, Kaarbo, Kesgin & Özkeçeci-Taner 2020, p.31)

Bibliographie :

Livres :

- Gürkan Celik, Ronald Haly Linden, *Turkey in transition: the dynamics of domestics & foreign policies*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2020.
- Guillaume Perrier, *Dans la tête de Recep Tayyip Erdoğan*, Paris, Actes Sud, 2018.
- Catharina Raudvere, Petek Onur, *Neo-Ottoman imaginaries in Contemporary Turkey*, Bâle, Springer Nature Switzerland AG, 2023.
- Thomas Stow Wilkins, Gabriele Abbondanza, *Awkward Powers: Escaping Traditional Great and Middle Power Theory*, Singapour, Palgrave Macmillan, 2022.

Articles scientifiques :

- Izel Ekin Alpay, “A study of belief change and stability with operational code analysis: the case of Erdoğan”, The Graduate School of Economics and Social Sciences, 2021.
- Bülent Aras, “The Davutoğlu era in Turkish foreign policy”, *Insight Turkey*, vol. XI, n°3, 2009, 127-142.
- Ali Askerov, “Turkey’s “zero problems with neighbors” policy: was it realistic?”, *Contemporary review of the Middle East*, vol. IV, n°2, 2017, 149-167.
- Kristian Atland, “Redrawing borders, reshaping orders: Russia’s quest for dominance in the Black Sea region”, *European security*, vol. XXX, n°2, 2021, 305-324.
- Esra Çuhadar, Juliet Kaarbo, Barış Kesgin & Binnur Özkeçeci-Taner, “Turkish leaders and their foreign policy decision-making style: A comparative and multi-method perspective”, *Turkish Studies*, vol. XXII, n°1, 2021, 1-27.
- Gérard-François Dumont, « La Turquie et l’Union européenne : intégration, divergence ou complémentarité ? », *Géostratégiques*, n°30, 2011, 21-68.

- Recep Gulmez, “The Securitization of the Syrian Refugee Crisis Through Political Party Discourses”, *Journal of international migration and integration*, vol. XX, n°3, 2018, 887-906.
- Lars Haugom, “Turkish foreign policy under Erdoğan: A change in international orientation?”, *Comparative Strategy*, vol. XXXVIII, n°3, 2019, 206-223.
- Gilles Ivaldi, « Sur l’articulation des attitudes populistes et nativistes en Europe et aux Etats-Unis », *Appartenances & altérités*, vol. II, 2022, 1-24.
- Jana Jabbour, « Le retour de la Turquie en Méditerranée : la « profondeur stratégique » turque en Méditerranée pré et – post printemps arabe », *Cahiers de la Méditerranée*, vol. LXXXIX, 2014, 45-56.
- Jana Jabbour, « La Turquie : une puissance émergente qui n’a pas les moyens de ses ambitions ». *Politique étrangère*, vol. IV, 2020, 99-108.
- Halil Karaveli, “Erdoğan 's Journey: Conservatism and Authoritarianism in Turkey”, *Council on foreign relations*, vol. XCV, n°6, 2016, 121-130.
- Pierre Le Mouel, « Le nationalisme au cœur du processus de paix à Chypre nord : les limites et la qualification « intercommunautaire » par l’ONU et l’Union européenne », *L’espace politique*, vol. XLIII, 2022.
- Leontiev Lucia, « Particularités des conflits dans la région de la mer Noire », 2009.
- Jean Marcou, « Décryptage de la position turque en Méditerranée orientale », Fondation Méditerranéenne d’études Stratégiques, 2020.
- Jean-Sylvestre Mongrenier, « La Turquie et l’OTAN », *Diplomatie*, N°103, 2020, 61-63.
- Tarik Oğzulu, “The “Arab spring” and the rise of 2.0. version of Turkey’s “zero problem with neighbors” policy”, *Center for strategic research*, n°1, 2012.

- Hana Selim Ozertem, “Turkey and Russia: a fragile friendship”, *Turkish policy quarterly*, vol. XV, n°4, 2017, 121-134.
- Ana Pouvreau, « Vision stratégique et politique d’armement de la Turquie », *Revue défense nationale*, vol. VIII, n°813, 2018, 52-58.
- Celal Sakka, Sadik Akyar, “What are the reasons behind the blockade on the State of Qatar by its neighboring gulf countries and Egypt? And what are the implications of the imposed blockade now and beyond?”, *Journal of humanities and Social Science*, vol. XXVI, n°4, 2021, 59-67.
- Sinan Ülgen, « La Turquie en quête d’autonomie stratégique », *Politique étrangère*, vol. II, 2023, 25-38.
- Philippe Velilla, « Israël et les enjeux énergétiques en Méditerranée orientale », *Diplomatie*, n°105, 2020, 66-69.
- David Vielhaber, “The Milli Görüs of Germany”, *Current trends in islamist ideology*, vol. XIII, 2012, 47-68.
- Lebriz Yakacikli, « Initiatives de coopération dans la région de la mer Noire », *Le régionalisme international : regards croisés. Europe, Asie et Maghreb*, vol. XI, n°2, 2011, 1-16.